

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/44702]

20 JUILLET 2023. — Décret visant à adapter la législation à la suite de la création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1 — *Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Section 1 — Dispositions modifiant le titre 1^{er} du Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Article 1^{er}. Dans le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'intitulé du titre 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« De la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS et des membres de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux ».

Art. 2. L'article 6.1.1-1 du même Code est complété par le 3^o rédigé comme suit :

« 3^o aux membres de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux. ».

Art. 3. Dans l'article 6.1.1-2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les 13^o et 14^o sont remplacés par ce qui suit :

« 13^o formation interréseaux : la formation dont bénéficient tous les membres de l'équipe éducative de chacune des écoles, tous les membres de l'équipe pluridisciplinaire de chacun des centres PMS et tous les membres de l'équipe pluridisciplinaire de chacun des pôles territoriaux, et accessible, dans les mêmes conditions, à tout bénéficiaire de formation quel que soit l'école, le centre PMS ou le pôle territorial, organisé ou subventionné par la Communauté française où il exerce ses fonctions ;

14^o formation réseau : la formation dont bénéficient les membres de l'équipe éducative de l'école, les membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS et les membres de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial, et accessible, dans les mêmes conditions, à tout bénéficiaire de formation de l'école, du centre PMS ou du pôle territorial, qui relève soit de Wallonie Bruxelles Enseignement, soit de la Fédération de pouvoirs organisateurs concernée où il exerce ses fonctions ; » ;

2^o au 18^o, les mots « de l'école ou du Centre PMS » sont remplacés par les mots « de l'école, du Centre PMS ou du pôle territorial ».

Art. 4. Dans l'article 6.1.2-1 du même Code, les mots « et des pôles territoriaux » sont insérés entre les mots « des Centres PMS » et les mots « s'inscrit dans un processus ».

Art. 5. Dans le même Code, il est inséré un article 6.1.2-4 rédigé comme suit :

« Article 6.1.2-4. § 1^{er}. La formation professionnelle continue des membres de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux a pour visées :

1^o de contribuer à l'amélioration de la qualité du système éducatif en poursuivant les objectifs d'amélioration visés à l'article 1.5.2-2 et, plus particulièrement, en lien avec les objectifs suivants :

a) le développement et le soutien à l'école inclusive ;

b) l'aide et le suivi des réponses à apporter dans le cadre de la réussite scolaire des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire ;

2^o de développer, dans l'équipe pluridisciplinaire de chaque pôle territorial, des compétences collectives et personnalisées susceptibles de rencontrer le ou les objectif(s) spécifique(s) du pôle territorial ;

3^o de permettre l'entretien, le perfectionnement ou l'ajustement de leurs connaissances et de leurs compétences dans la perspective de les rendre aptes à exercer les missions qui sont confiées aux pôles territoriaux par le présent Code.

§ 2. La formation professionnelle continue des membres de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial porte sur la poursuite du développement des compétences professionnelles, listées ci-dessous :

1^o les compétences de l'acteur institutionnel, social et culturel. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

a) agir comme acteur social et culturel au sein de l'école, du système éducatif et de la société, y compris dans leur transformation, intégrer la diversité, la non-discrimination, l'égalité et l'inclusion et développer des pratiques citoyennes pour plus de cohésion sociale ;

b) comprendre les enjeux éthiques et respecter de manière individuelle et collaborative les cadres déontologiques et réglementaires de la profession dans une perspective démocratique et de responsabilité ;

c) analyser l'environnement organisationnel et institutionnel du système éducatif et agir en son sein notamment en interagissant avec les collègues, les parents, la direction, les autres acteurs afin de :

i. s'inscrire dans la démarche de pilotage du pôle territorial ;

ii. participer aux démarches d'amélioration du système éducatif de la Communauté française ;

iii. contribuer à faire des écoles d'enseignement ordinaire un lieu où les élèves à besoins spécifiques apprennent, se développent et se forment dans un climat positif et bienveillant ;

d) maîtriser sa situation administrative et le suivi de son dossier administratif personnel ;

2° les compétences de l'acteur d'une organisation apprenante dans une dynamique collective. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

- a) s'investir dans le travail collaboratif au sein de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial afin d'en augmenter le professionnalisme et l'expertise par la mobilisation de l'intelligence collective, notamment au cours des réunions d'équipe ;
- b) collaborer et communiquer les éléments pertinents avec les équipes pédagogiques des écoles d'enseignement ordinaire ;
- c) identifier ses besoins individuels de formation et participer à l'identification des besoins collectifs de formation de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial ;
- d) contribuer à la diffusion, au sein de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial, des acquis liés aux formations suivies ou des capacités développées par celles-ci ou par l'expérience ;

3° les compétences des membres de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial dans une dynamique évolutive. Ces compétences se traduisent par :

- a) maîtriser les contenus disciplinaires, leurs fondements épistémologiques, leur évolution scientifique et technologique, leur didactique et la méthodologie de leur enseignement selon la fonction exercée dans le pôle ;
- b) maîtriser les savoirs relatifs aux processus d'apprentissage, aux recherches sur les différents modèles et théories de l'enseignement ;
- c) maîtriser les contenus scientifiques en lien avec l'école inclusive et les besoins spécifiques ;
- d) maîtriser les techniques de gestion de groupe et d'animation de réunions d'équipe dans le cadre des missions collectives des pôles, notamment au travers de l'accompagnement au changement ;
- e) maîtriser la langue française écrite et orale de manière approfondie pour enseigner et communiquer de manière adéquate dans les divers contextes et les différentes disciplines liés à la profession ;
- f) prendre en compte et développer les dimensions langagières des apprentissages et enseignements, en étant attentif à la langue de scolarisation ou langue d'apprentissage et conscient du caractère socialement et culturellement inégal de la familiarisation à celle-ci ;
- g) agir comme facilitateur pour les équipes pédagogiques des écoles d'enseignement ordinaire dans une perspective collaborative soit au travers des missions collectives des pôles, soit des missions individuelles, notamment à travers :
 - i. le conseil à la conception et la mise en œuvre d'une démarche d'enseignement et d'apprentissage orientée pour les élèves à besoins spécifiques, comprenant des pratiques variées et différenciées. Ces dernières sont destinées à renforcer la motivation et la promotion de la confiance en soi des élèves et aussi à développer leur créativité et leur esprit d'initiative et de coopération ;
 - ii. le conseil pour les équipes pédagogiques des écoles d'enseignement ordinaire, dans la conception, le choix et l'utilisation de supports didactiques, de manuels, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques adaptés aux élèves présentant des besoins spécifiques ;
 - iii. le conseil à la construction et l'utilisation de supports d'observation et d'évaluation comprenant principalement le recueil de données pertinentes, la mise en place, l'analyse et l'évaluation des protocoles d'aménagements raisonnables et d'intégration permanente totale et leur suivi pluridisciplinaire, ainsi que le cas échéant, la collaboration au processus d'orientation vers l'enseignement spécialisé ;
 - iv. le conseil à la maîtrise et l'intégration des technologies numériques dans ses pratiques pédagogiques pour aiguiller le personnel des écoles d'enseignement ordinaire dans l'adaptation des outils numériques pour chaque élève à besoins spécifiques ;

4° les compétences du praticien réflexif. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes :

- a) lire de manière critique les résultats de recherches scientifiques en éducation et en didactique et s'en inspirer pour son action d'enseignement ainsi que s'appuyer sur diverses disciplines des sciences humaines pour analyser et agir en situation professionnelle ;
- b) mener, individuellement et en collaboration avec ses pairs, une observation et une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les élèves afin de mieux les réguler et d'en faire évoluer les stratégies et conditions de mise en œuvre dans une perspective d'efficacité et d'équité. Cette analyse intègre la dimension de genre ;
- c) construire progressivement son identité professionnelle, notamment en mobilisant des outils de développement professionnel personnel tel que le portfolio. ».

Art. 6. Dans l'article 6.1.3-1, paragraphe 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « des écoles ou les membres de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS » sont remplacés par les mots « des écoles, les membres de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS ou les membres de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « une école ou dans un Centre PMS » sont remplacés par les mots « une école, dans un Centre PMS ou dans un pôle territorial ».

Art. 7. Dans l'article 6.1.3-3 du même Code, le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, lorsque plusieurs écoles d'enseignement spécialisé composent un pôle territorial et que lesdites écoles appartiennent à différents pouvoirs organisateurs relevant de réseaux distincts, la responsabilité d'organiser les formations au niveau réseau est établie en fonction de l'organisation, de l'affiliation ou du conventionnement de l'école siège du pôle territorial par Wallonie Bruxelles Enseignement ou par la Fédération de pouvoirs organisateurs concernée ».

Art. 8. Dans l'article 6.1.3-4, paragraphe 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « ou des Centres PMS organisés ou subventionnés par la Communauté française » sont remplacés par les mots « des Centres PMS ou des pôles territoriaux » ;

2° aux alinéas 2 et 3, les mots « des écoles ou des Centres PMS » sont chaque fois remplacés par les mots « des écoles, des Centres PMS ou des pôles territoriaux » ;

3° à l'alinéa 2, les mots « ou à l'ensemble ou une partie d'ensemble des Centres PMS » sont remplacés par les mots « des Centres PMS ou des pôles territoriaux ».

Art. 9. Dans l'article 6.1.3-5 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « des écoles ou des Centres PMS » sont remplacés par les mots « des écoles, des Centres PMS ou des pôles territoriaux » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « de l'école ou du Centre PMS » sont remplacés par les mots « de l'école, du Centre PMS ou du pôle territorial » ;

3° le paragraphe 2 est complété par les mots « et les missions des pôles territoriaux ».

Art. 10. Dans l'article 6.1.3-6 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par le 3° rédigé comme suit :

« 3° l'ensemble des pôles territoriaux organisés ou subventionnés par la Communauté française. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « ou trois » sont insérés entre les mots « ces deux » et le mot « ensembles ».

Art. 11. L'article 6.1.3-7 du même Code est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. La formation professionnelle continue répond aux besoins de formation identifiés collectivement lors de l'élaboration ou de l'évaluation intermédiaire de l'annexe relative au pôle territorial du contrat d'objectifs de l'école siège. Elle contribue à l'atteinte collective des objectifs spécifiques repris dans les contrats d'objectifs et participe à la poursuite du sixième objectif d'amélioration du système éducatif et, le cas échéant, des objectifs particuliers. ».

Art. 12. Dans l'article 6.1.3-8 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. En ce qui concerne les membres de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux, la formation professionnelle continue répondant à des besoins collectifs comprend six demi-jours par année scolaire.

À défaut pour le pôle territorial de pouvoir mettre en place une solution organisationnelle durant les demi-jours de formation visés par le présent paragraphe, les missions collectives et les missions individuelles sont suspendues. » ;

2° dans le paragraphe 3, les mots « aux paragraphes 1^{er} et 2 » sont remplacés par les mots « aux paragraphes 1^{er}, 2 et 2/1 ».

Art. 13. Dans l'article 6.1.3-9, paragraphe 1^{er}, du même Code, tel que modifié par le décret du 31 mars 2022, l'alinéa 3 est complété par les mots « ou d'une suspension des missions collectives et/ou individuelles des pôles territoriaux ».

Art. 14. Dans l'article 6.1.3-10, du même Code, le 1° est complété par les mots « ou de l'annexe relative à son pôle territorial ».

Art. 15. L'article 6.1.3-11 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Article 6.1.3-11. § 1^{er}. En ce qui concerne les membres de l'équipe éducative des écoles, la formation professionnelle continue répondant à des besoins personnalisés peut comprendre dix demi-journées par année scolaire, que ce soit au niveau interréseaux ou réseau lorsqu'elle se déroule durant le temps en principe dévolu au travail en classe visé à l'article 3 du décret « organisation du travail ».

Durant les cinq premières années de son entrée en fonction, le membre de l'équipe éducative qui effectue des prestations à raison d'au moins une demi-charge bénéficie de deux demi-journées complémentaires de formation par mois, capitalisable sur une année scolaire pour un maximum de dix demi-jours complémentaires.

§ 2. En ce qui concerne les membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS, la formation professionnelle continue répondant à des besoins personnalisés peut comprendre vingt demi-journées par année scolaire lorsqu'elle se déroule durant leur temps de prestation.

Ces vingt demi-journées intègrent plusieurs demi-journées de formation consacrées à la supervision collective.

§ 3. En ce qui concerne les membres de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux, la formation professionnelle continue répondant à des besoins personnalisés peut comprendre dix demi-journées par année scolaire lorsqu'elle se déroule durant leur temps de prestation visé à l'article 18/1 du décret « organisation du travail » précité.

Ces dix demi-journées peuvent intégrer plusieurs demi-journées de formation consacrées à la supervision collective.

§ 4. Le nombre de demi-jours visés aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 peut être capitalisé sur six années scolaires consécutives.

En dehors du temps dévolu au travail en classe visé à l'article 3 du décret « organisation du travail » ou, en ce qui concerne les membres de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux à l'article 18/1 dudit décret, ou du temps de prestation du bénéficiaire de formation, la formation professionnelle continue répondant à des besoins personnalisés n'est pas limitée en nombre de demi-jours par année de formation. ».

Art. 16. L'article 6.1.3-13 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans la mesure du possible, le pouvoir organisateur d'un pôle territorial doit tout mettre en œuvre pour organiser le remplacement d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial qui suit une formation professionnelle répondant à des besoins personnalisés par d'autres membres de l'équipe pluridisciplinaire. ».

Art. 17. Dans le titre 1^{er}, livre 6 du même Code, l'intitulé du chapitre 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le plan de formation des écoles, des Centres PMS et des pôles territoriaux ».

Art. 18. Dans l'article 6.1.4-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Lors de l'élaboration de l'annexe relative au pôle territorial visée à l'article 6.2.4-1, le directeur de l'école siège du pôle territorial, en collaboration avec le coordonnateur et les membres de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial, conçoit le plan de formation du pôle territorial. Ce plan de formation fait partie intégrante de l'annexe relative au pôle territorial. » ;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur, en collaboration avec l'équipe éducative de l'école et, le cas échéant avec le(s) délégué(s) à la coordination pédagogique, pilote le processus formatif au sein de l'école. Le directeur d'un Centre PMS, en collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire des PMS, pilote le processus formatif au sein du Centre. Le directeur de l'école siège, en collaboration avec le coordonnateur du pôle territorial et avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire, pilote le processus formatif au sein du pôle territorial. Le directeur de l'école, le directeur du Centre PMS ou le directeur de l'école siège du pôle territorial assure notamment :

1° la mise en œuvre du plan de formation ;

2° le soutien et le suivi du processus formatif notamment l'après-formation ;

3° l'évaluation interne de la mise en œuvre du plan de formation. » ;

3° à l'alinéa 4, 1°, les mots « par l'école ou par le Centre PMS » sont remplacés par les mots « par l'école, par le Centre PMS ou par le pôle territorial » ;

4° à l'alinéa 4, 3°, les mots « dans l'école ou le centre PMS » sont remplacés par les mots « dans l'école, le Centre PMS ou le pôle territorial ».

Art. 19. L'article 6.1.4-2 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le plan de formation du pôle territorial peut être adapté lors de l'évaluation annuelle ou lors de l'évaluation intermédiaire de la mise en œuvre de l'annexe relative au pôle territorial.

À cette occasion, la planification du processus formatif sera ajustée. ».

Art. 20. Dans l'article 6.1.5-5, alinéa 3, du même Code, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2022, les mots « de Centres PMS, organisés ou subventionnés » sont remplacés par les mots « de Centres PMS ou de pôles territoriaux ».

Art. 21. Dans l'article 6.1.5-6 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « les écoles et les Centre PMS » sont remplacés par les mots « les écoles, les Centres PMS et les pôles territoriaux » ;

2° au paragraphe 3, les mots « à l'article 6.1.2-2 et à l'article 6.1.2-3 » sont remplacés par les mots « aux articles 6.1.2-2 à 6.1.2-4 ».

Art. 22. Dans l'article 6.1.5-11, paragraphe 3, du même Code, les mots « ou d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux » sont insérés entre les mots « des Centres PMS » et les mots « qui a moins de cinq ans ».

Art. 23. Dans l'article 6.1.6-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « du directeur de l'école ou du Centre PMS ou de son délégué » sont remplacés par les mots « du directeur d'école ou de son délégué, du directeur du Centre PMS ou de son délégué, ou du directeur de l'école siège du pôle territorial ou de son délégué » ;

2° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « ou le membre de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial » sont insérés entre les mots « des Centre PMS » et les mots « visés à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 24. Dans l'article 6.1.6-3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et des pôles territoriaux » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « 6.1.3-11, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « 6.1.3-11, § 2, alinéa 2, et § 3, alinéa 2 » ;

3° l'alinéa 2 est complété par les mots « ou des pôles territoriaux ».

Art. 25. Dans l'article 6.1.6-4, alinéa 1^{er} du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « aux membres de l'équipe pédagogique » sont remplacés par les mots « aux membres de l'équipe pédagogique et aux membres de l'équipe pluridisciplinaire d'un pôle territorial » ;

2° les mots « qui ne font pas l'objet d'une suspension de cours » sont remplacés par les mots « qui ne font pas l'objet d'une suspension de cours ou d'une suspension des missions collectives et/ou individuelles des pôles territoriaux ».

Art. 26. Dans l'article 6.1.6-7 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, 1°, a) et b), les mots « de l'école ou du Centre PMS » sont chaque fois remplacés par les mots « de l'école, du Centre PMS ou du pôle territorial » ;

2° le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, 1°, est complété par les mots « ou, pour les écoles sièges, de l'annexe au contrat d'objectifs relative au pôle territorial » ;

3° le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « ou du personnel de l'équipe pluridisciplinaire du Centre PMS » sont remplacés par les mots «, entre le directeur et le membre du personnel technique du centre PMS ou entre le directeur de l'école siège du pôle territorial et le membre de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial ».

Art. 27. Dans l'article 6.1.7-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, 2°, est complété par les mots « ou des pôles territoriaux » ;

2° au paragraphe 4, alinéa 2, 3°, les mots « 6.1.3-11, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « 6.1.3-11, § 1^{er}, alinéa 2 ».

Art. 28. Dans l'article 6.1.8-1, paragraphe 3, alinéa 3, du même Code, tel que modifié par le décret du 31 mars 2022, les mots « et les pôles territoriaux » sont insérés entre les mots « les Centres PMS » et les mots « pour lesquelles ».

Section 2 — Dispositions modifiant le titre 2 du Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Art. 29. Dans l'article 6.2.1-1 du même Code, la définition suivante est ajoutée :

« 8° coordonnateur du pôle territorial : la personne placée sous l'autorité du directeur et du pouvoir organisateur de l'école siège du pôle territorial et qui exerce les missions visées à l'article 6.2.6-3. ».

Art. 30. L'article 6.2.2-5 du même Code, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. En vue de l'établissement d'un partenariat spécifique, le pôle territorial introduit une demande de partenariat spécifique auprès du pouvoir organisateur d'une école d'enseignement spécialisé organisant les types 4, 5, 6 et/ou 7.

Tout refus de partenariat spécifique doit être motivé par le pouvoir organisateur de l'école d'enseignement spécialisé organisant les types 4, 5, 6 et/ou 7.

Le pouvoir organisateur du pôle territorial peut saisir le Gouvernement concernant un refus de conclure une convention de partenariat spécifique qu'il considère comme abusif.

S'il estime ce refus abusif, le Gouvernement peut, dans le respect de la procédure énoncée à l'alinéa 5, prononcer une des sanctions suivantes à l'égard du pouvoir organisateur de l'école d'enseignement spécialisé concerné :

1° l'avertissement ;

2° une amende dont le montant équivaut à 10% des moyens de fonctionnement annuels de l'école concernée ;

3° en cas de récidive dans un délai de sept ans, le retrait de la totalité des subventions de fonctionnement versées à l'école d'enseignement spécialisé concernée pour une année scolaire complète.

À défaut de payer l'amende visée à l'alinéa 3, 2°, dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le Gouvernement fait retrancher des subventions de fonctionnement versées au pouvoir organisateur pour l'école concernée le montant de l'amende majoré de 2,5%.

Dès qu'une plainte est introduite auprès d'eux, les services du Gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à leur information.

Lorsqu'ils disposent d'éléments indiquant qu'une infraction a été commise, les services du Gouvernement notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné.

Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Le Gouvernement rend une décision dans les soixante jours qui suivent la clôture du délai de réponse laissé au pouvoir organisateur concerné. ».

Art. 31. Dans l'article 6.2.4-1 du même Code, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« L'annexe relative au pôle territorial est établie dans le cadre du sixième objectif d'amélioration du système éducatif et, le cas échéant, des objectifs particuliers, et comprend notamment les actions reprises dans les deux stratégies transversales suivantes :

1° les pratiques collaboratives ;

2° le plan de formation. ».

Art. 32. L'article 6.2.4-2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Article 6.2.4-2. § 1^{er}. Chaque pôle territorial communique annuellement des données anonymisées ou à caractère personnel aux fins du pilotage du système éducatif et du pilotage des pôles territoriaux selon les modalités fixées à l'article 10/1 du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire.

§ 2. Les services du Gouvernement communiquent annuellement des données anonymisées et/ou des indicateurs propres à la situation du pôle territorial et de ses écoles coopérantes selon les modalités fixées à l'article 11/1 du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire.

§ 3. Moyennant l'accord du pouvoir organisateur du pôle territorial concerné, les services du Gouvernement communiquent aux fédérations de pouvoirs organisateurs ou au pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française les indicateurs visés à l'article 6.2.4-1, alinéa 2, qui concernent les pôles territoriaux qui leur sont affiliés ou conventionnés.

Les indicateurs communiqués visent à permettre à chaque fédération de pouvoirs organisateurs et au pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française de disposer des informations nécessaires au soutien du pôle territorial dans le cadre de l'élaboration de l'annexe visée à l'article 6.2.4-1, alinéa 1^{er}, à son accompagnement et, le cas échéant, à son suivi. Il est interdit de faire état de ces indicateurs à des tiers sauf dans les cas déterminés par le Gouvernement. ».

Art. 33. Dans l'article 6.2.5-1, § 3, du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les dotations ou les subventions de fonctionnement visent aussi à couvrir les frais relatifs au fonctionnement et à l'équipement des pôles territoriaux et au remboursement des frais kilométriques générés par les membres du personnel des pôles territoriaux bénéficiant de traitements ou de subventions-traitements.

Ces moyens de fonctionnement visent également à couvrir le remboursement, au pouvoir organisateur d'une école partenaire ou d'une école partenaire spécifique, de ces mêmes frais lorsqu'ils ont été générés par des membres du personnel de l'école partenaire ou partenaire spécifique concernée bénéficiant de traitements ou de subventions-traitements dans le cadre des missions qu'ils exercent au sein du pôle territorial ou pour le compte de celui-ci. ».

Art. 34. Dans l'article 6.2.5-6, paragraphe 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le pouvoir organisateur de l'école siège communique, au plus tard le 15 décembre de l'année scolaire en cours, la répartition du nombre de points aux services du Gouvernement. » ;

2° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Jusqu'à cette date, le pôle territorial peut ajuster la répartition prévue à l'alinéa 1^{er}, sans que cet ajustement ne porte atteinte aux emplois déjà créés pour l'année scolaire en cours. ».

Art. 35. Dans l'article 6.2.6-2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le tableau est remplacé par ce qui suit :

* Fonction/ Groupement de fonctions	5/5	4/5	3/4	3/5	2,5/5	2/5	1/4	1/5
Coordinateur du pôle territorial (fonction sécable par mi-temps, excepté dans le cadre des aménagements de fin de carrière)	830 points	664 points	632 points	-	415 points	-	208 points	166 points
Instituteur préscolaire Instituteur primaire Maître Professeur de CG – niveau DI	550 points	440 points	413 points	330 points	275 points	220 points	138 points	110 points
Professeur de CG – niveau DS	695 points	556 points	522 points	417 points	348 points	278 points	174 points	139 points
Professeur de CT – niveau DI Professeur de PP – niveau DI	550 points	440 points	413 points	330 points	275 points	220 points	138 points	110 points
Professeur de CT – niveau DS Professeur de PP – niveau DS	615 points	492 points	462 points	369 points	308 points	246 points	154 points	123 points
Educateur Assistant social	550 points	440 points	413 points	330 points	275 points	220 points	138 points	110 points
Logopède Ergothérapeute Orthoptiste	565 points	452 points	424 points	339 points	283 points	226 points	142 points	113 points
Infirmier	525 points	420 points	394 points	315 points	263 points	210 points	132 points	105 points
Kinésithérapeute	615 points	492 points	462 points	369 points	308 points	246 points	154 points	123 points
Psychologue	695 points	556 points	522 points	417 points	348 points	278 points	174 points	139 points
Puériculteur	400 points	320 points	300 points	240 points	200 points	160 points	100 points	80 points

2° à l'alinéa 2, les termes « à hauteur d'un équivalent temps plein » sont insérés entre « est créé d'office » et « et est toujours rattaché à l'école siège » ;

3° l'article 6.2.6-2 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si après avoir fixé la composition du cadre du personnel du pôle territorial conformément à l'alinéa 1^{er}, un reliquat de points subsiste dans l'enveloppe de points visée à l'article 6.2.5-6, § 1^{er}, et que ce reliquat est inférieur à la fraction de charge minimale la plus faible, le reliquat peut être converti en dotations ou subventions de fonctionnement. Le cas échéant, cette conversion du reliquat de points peut déroger à la répartition prévue à l'article 6.2.5-6, § 2. ».

Art. 36. Dans l'article 6.2.6-6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er} :

- dans le point 1°, les mots « en interne au pôle territorial » sont remplacés par « dans le pôle territorial, » ;
- dans le point 2°, les mots « en externe » sont abrogés ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Cet appel à candidatures reprend la ou les fonction(s) dans laquelle ou lesquelles l'emploi pourrait être pourvu, le ou les profil(s) de fonction recherché(s) et le volume de charge de l'emploi qui pourrait être pourvu ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites. » ;

3° un paragraphe 3 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 3. Suite à l'appel lancé conformément au § 1^{er}, après avoir procédé aux désignations ou aux engagements à titre temporaire, le pouvoir organisateur constitue une réserve de recrutement composée des candidats répondant au profil de fonction établi dans l'appel lancé conformément au § 1^{er}.

Lorsqu'au cours de l'année scolaire, il doit procéder à une désignation ou un engagement à titre temporaire pour une période ininterrompue d'au moins quinze semaines, le pouvoir organisateur choisit un candidat correspondant au profil de fonction initial parmi la réserve de candidats visée à l'alinéa 1^{er}.

À défaut de candidat adéquat encore classé dans cette réserve, le pouvoir organisateur lance un nouvel appel conformément à la procédure décrite au § 1^{er}.

Lorsqu'au cours de l'année scolaire, il doit procéder à une désignation ou un engagement à titre temporaire dans un emploi temporairement ou définitivement vacant pour une période ininterrompue de moins de quinze semaines, à défaut de candidat adéquat encore classé dans la réserve visée à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut désigner ou engager à titre temporaire tout autre candidat qui répond au profil de fonction initial. ».

Art. 37. Dans l'article 6.2.6-7 du même Code, tel qu'inséré par le décret du 20 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 6, les mots « et été recrutés dans cet emploi » sont insérés entre les mots « répondu à l'appel visé à l'article 6.2.6-6 » et les mots « au sein du pouvoir organisateur » ;

2° l'alinéa 6 est complété par la phrase suivante :

« Ces conditions valent aussi pour les mutations et les changements d'affectation sauf la condition d'avoir été préalablement recruté au sein d'un pôle territorial. ».

Art. 38. Dans l'article 6.2.6-9 du même Code, les mots « comité intermédiaire de concertation créé au sein du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé » sont remplacés par les mots « comité de concertation central pour Wallonie Bruxelles Enseignement visé à l'article 31/1 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 39. Dans le Livre 6, Titre II, chapitre 6, section 3, du même Code, il est inséré un article 6.2.6-10 rédigé comme suit :

« Article 6.2.6-10. Pour l'application de la présente section, dans l'enseignement officiel subventionné, il y a lieu d'entendre par pouvoir organisateur les autorités visées à l'article 27bis du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné. ».

Art. 40. Dans l'article 6.2.7-1 du même Code, tel qu'inséré par le décret du 20 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « élaborée par l'ETNIC » sont abrogés ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou à caractère personnel » sont insérés entre les mots « données anonymisées » et les mots « nécessaires à l'exécution ».

CHAPITRE 2 — *Disposition modifiant la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux*

Art. 41. Dans l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, il est inséré un paragraphe 1^{er}ter, rédigé comme suit :

« § 1^{er}ter. Les centres pour l'enseignement spécialisé et les centres mixtes qui comptaient dans leur ressort des élèves en intégration permanente totale durant l'année scolaire 2021-2022 conservent le bénéfice du calcul de ces intégrations permanentes totales pour les années scolaires 2023-2024 et 2024-2025, hormis pour les charges visées au § 1^{er} bis. ».

CHAPITRE 3 — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 42. Dans l'article 44quater de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Chaque année, au plus tard dans la première quinzaine du mois de juin, le pouvoir organisateur lance un appel spécifique aux candidats à une désignation au sein d'un pôle territorial tel que visé par le Livre 6, Titre 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, par avis inséré au *Moniteur belge*.

Cet appel est lancé conformément à l'article 6.2.6-6, §§ 1^{er} et 2, du Code précité.

Pour l'application du présent arrêté, le 1° de l'article 6.2.6-6, § 1^{er}, vise les membres du personnel désignés à titre temporaire, temporaire prioritaire ou nommés à titre définitif et affectés à titre principal ou à titre complémentaire, dans l'école siège ou dans une des écoles d'enseignement spécialisé partenaires du pôle territorial.

Pour l'application du présent arrêté, le 2° de l'article 6.2.6-6, § 1^{er}, vise les membres du personnel désignés à titre temporaire, temporaire prioritaire ou nommés à titre définitif et affectés, à titre principal ou à titre complémentaire, dans une école d'enseignement spécialisé extérieure au pôle territorial ou dans une école d'enseignement ordinaire ou dans un centre psycho-médico-social.

La dévolution des emplois au sein du pôle territorial est opérée conformément à l'article 6.2.6-7 du Code précité.

L'appel indique la ou les fonctions dans laquelle ou lesquelles l'emploi pourrait être pourvu, le volume de charge et le profil de fonction recherché, ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Les candidats non désignés qui remplissent les conditions établies dans l'appel sont versés dans une réserve de recrutement pour les désignations effectuées pour pourvoir à des remplacements durant l'année scolaire. » ;

2° un paragraphe 1bis rédigé comme suit est ajouté :

« § 1^{er} bis. L'appel visé au § 1^{er} peut comporter un deuxième volet pour permettre au pouvoir organisateur de constituer une réserve de recrutement portant sur l'ensemble des profils et fonctions organisables dans l'enseignement spécialisé et qui sert à couvrir les besoins d'encadrement pour la prise en charge des intégrations permanentes totales et des élèves qui présentent des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important intervenant au cours de l'année scolaire.

L'appel indique la forme et les délais dans lesquels les candidatures pour cette réserve de recrutement doivent être introduites.

Préalablement à la constitution de cette réserve de recrutement, la concertation visée à l'article 6.2.6-2, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire porte également sur l'ensemble des profils et fonctions organisables dans l'enseignement spécialisé et sur le mode de classement qui leur est applicable. ».

CHAPITRE 4 — *Disposition modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

Art. 43. Dans l'article 54 terdecies, alinéa 2, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les termes « , 6 » sont insérés entre les termes « 5bis » et les termes « et 7 ».

CHAPITRE 5 — *Disposition modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

Art. 44. Dans l'article 44decies/2, alinéa 2, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, les termes « , 6 » sont insérés entre les termes « 5bis » et les termes « et 7 ».

CHAPITRE 6 — *Disposition modifiant le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection*

Art. 45. Dans l'article 12sexies, § 7, alinéa 2, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les termes « , 6 » sont insérés entre les termes « 5bis » et les termes « et 7 ».

CHAPITRE 7 — *Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel*

Art. 46. Dans l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel est inséré le 12^o rédigé comme suit :

« 12^o membres de l'équipe pluridisciplinaire, telle que définie à l'article 1.3.1-1, 33/2^o, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, des pôles territoriaux organisés ou subventionnés par la Communauté française ».

Art. 47. Dans l'article 2, alinéa 2, du même décret, deux nouveaux tirets sont insérés, rédigés comme suit :

« - du pôle territorial s'il s'agit de personnel des pôles territoriaux organisés par la Communauté française ;
- du pouvoir organisateur s'il s'agit d'un membre du personnel subsidié des pôles territoriaux subventionnés par la Communauté française ».

Art. 48. Dans l'article 8, § 1^{er}, du même décret, tel que modifié par le décret du 8 juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o aux alinéas 2 et 4, les mots « , pôles territoriaux » sont insérés entre les mots « homes d'accueil » et les mots « ou plusieurs centres » ;

2^o à l'alinéa 2, les mots « , pôles territoriaux » sont insérés entre les mots « homes d'accueil » et les mots « ou centres ».

Art. 49. Dans l'article 11quater du même décret, tel qu'inséré par le décret du 4 février 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o aux alinéas 1^{er} et 3, les mots « , pôles territoriaux » sont chaque fois insérés entre les mots « homes d'accueil » et les mots « ou centres » ;

2^o à l'alinéa 3, les mots « pôles territoriaux » sont insérés entre les mots « homes d'accueil » et les mots « ou centre(s) concerné(s) ».

Art. 50. Dans l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« L'ensemble des charges financières résultant des remboursements aux pouvoirs organisateurs des pôles territoriaux par les services du Gouvernement conformément à l'article 11 du présent décret est imputé, dans la proportion visée au paragraphe 2, sur la part que chaque pouvoir organisateur reçoit comme dotation ou subvention de fonctionnement conformément à l'article 6.2.5-1, paragraphe 3 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. » ;

2^o au paragraphe 2, les mots « alinéas 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « alinéas 2 à 5 » ;

3^o au paragraphe 2, les mots « ou aux pôles territoriaux » sont insérés entre les mots « aux centres psycho-médico-sociaux » et les mots « dans le même niveau » ;

4^o au paragraphe 3, tel qu'inséré par le décret du 18 décembre 2013, est inséré le c) rédigé comme suit :

« c) aux pouvoirs organisateurs visés au paragraphe 1^{er}, sont imputées, en fonction des moyens disponibles, sur le total mutualisé du solde visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, de l'ensemble des dotations ou subventions de fonctionnement visées au paragraphe 2. ».

CHAPITRE 8 — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 51. À l'article 99 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tel que modifié par le décret du 14 mars 2019, les termes « , les orthoptistes » sont ajoutés après les termes « les puériculteurs ».

Art. 52. À l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, le terme « , d'orthoptiste » est ajouté après le terme « de logopède ».

CHAPITRE 9 — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

Art. 53. Dans l'article 3, paragraphe 3, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, un 6^o rédigé comme suit est ajouté :

« 6^o orthoptiste ».

Art. 54. Dans l'article 35, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que modifié par le décret du 17 juin 2021, le numéro « 6.2.5-12 » est remplacé par le numéro « 6.2.6-7 ».

CHAPITRE 10 — *Dispositions modifiant le décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'inspection*

Art. 55. Dans l'article 1^{er} du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'inspection, tel que modifié par le décret du 17 juin 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « et aux pôles territoriaux » sont insérés entre les termes « centres psycho-médico-sociaux » et « organisés et subventionnés par la Communauté française » ;

2° au paragraphe 2, il est ajouté un 16° rédigé comme suit :

« 16° « pôle territorial » : le pôle visé à l'article 1.3.1-1., 45°/2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

Art. 56. Dans le même décret, est ajouté un article 4/1, rédigé comme suit :

« Article 4/1. § 1^{er}. Dans le cadre de leurs compétences relatives aux pôles territoriaux, les Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3, 1°, 2° et 5°, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions d'audit portant sur les pôles territoriaux pour lesquels la Cellule intermédiaire de coordination valide la demande d'audit formulée par un membre du Service général de Pilotage des Écoles et des Centres psycho-médico-sociaux ou par le pouvoir organisateur concerné, soit dans le cas de refus ou d'incapacité de l'école siège d'un pôle territorial à établir l'annexe relative au pôle territorial visée à l'article 6.2.4-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, soit à la suite de l'évaluation de l'annexe relative au pôle territorial concerné effectuée dans le cadre de l'évaluation intermédiaire du contrat d'objectifs de l'école siège du pôle territorial.

Le Gouvernement définit la méthodologie générale sur la base de laquelle les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées.

Avant toute mission d'audit, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission.

L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'audit donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un diagnostic, repris dans un rapport dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination ainsi qu'au pôle territorial audité. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'audit, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 4 en fait mention.

Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

§ 2. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions d'évaluation portant sur l'exécution des missions assignées aux pôles territoriaux conformément à l'article 6.2.3-1 du Code de l'enseignement fondamental et secondaire et le respect des obligations légales et déontologiques.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1 sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie de la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'inspection pour les besoins de la mission.

L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service Général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention.

Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

§ 3. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions de contrôle spécifique portant sur la présomption d'un ou de plusieurs manquements substantiels mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée aux paragraphes 1^{er} et 2 et à l'article 7/1 ou à la demande du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Sont substantiels au sens de l'alinéa 1^{er} les manquements constatés ou dénoncés relativement aux aspects suivants :

- 1° le respect de l'article 1.4.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;
- 2° l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques en lien avec les missions des pôles ;
- 3° le respect des obligations légales et des règles déontologiques ;
- 4° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose ;
- 5° le respect du prescrit décréteil en matière de formation professionnelle continue.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1^{er} participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu aux articles 6.2.5-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et 24, § 2 bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou du fonctionnaire général chargé de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1^{er}, la cellule intermédiaire de coordination, le cas échéant élargie au fonctionnaire général chargé de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission.

L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur.

Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement et au pouvoir organisateur concerné.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1^{er}, motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 7, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

§ 4. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique ou professionnelle d'un membre du personnel de l'équipe pluridisciplinaire ou des profils de fonction et lettre de missions concernés.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande motivée du pouvoir organisateur pour les pôles territoriaux subventionnés et à la demande du directeur de l'école siège pour les pôles territoriaux organisés par la Communauté française, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné.

Toute mission visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur.

Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur de l'école siège et au coordonnateur du pôle territorial organisé ou subventionné par la Communauté française ou au pouvoir organisateur du pôle territorial concerné.

Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations.

Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur du pôle territorial ou son délégué qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par le Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1^{er} motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

§ 5. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés de missions d'expertise à des fins d'appui dans le cadre de :

1° la conception et la mise à la disposition des pôles d'outils d'observation ;

2° le recueil et la valorisation des pratiques pertinentes des pôles par rapport à leurs missions, dans le respect de l'article 8.

§ 6. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés :

1° de donner des avis et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de leur compétence ;

2° de participer aux groupes de travail, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements ;

3° de collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants dans le cadre et selon les conditions fixées par le Gouvernement ;

4° d'exercer toutes autres tâches qui leur sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 7. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire, pour autant qu'une mission d'audit ne soit jamais menée au sein d'un pôle en même temps qu'une mission d'évaluation, une mission de contrôle spécifique, une mission portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique ou professionnelle d'un membre du personnel de l'équipe pluridisciplinaire ou une mission d'investigation.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 4, les membres du Service général de l'Inspection ont accès aux données quantitatives et qualitatives du pôle. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en examinant des dossiers et en analysant les données précitées. ».

Art. 57. Dans l'article 7/1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou pôle(s) territorial(aux) » sont insérés entre les mots « centre(s) psycho-médico-social(aux) » et « ou au sein de l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning » ;

2° au paragraphe 2, les mots « aux articles 4, § 3, 5, §§ 4 et 5, 6, § 2, et 7, § 3 » sont remplacés par les mots « aux articles 4, § 3, 4/1, § 3, 5, §§ 4 et 5, 6, § 2, et 7, § 3 ».

Art. 58. Dans l'article 8 du même décret, un alinéa 3 est ajouté, rédigé comme suit :

« Dans les pôles territoriaux, il s'abstient, notamment, de toute directive concernant la méthodologie mise en place pour réaliser leurs missions et respecte la liberté du pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires. ».

Art. 59. Dans l'article 10, alinéa 2 du même décret, tel que modifié par le décret du 24 février 2022, les mots « ou sur un pôle territorial » sont insérés entre les mots « sur un établissement d'enseignement » et les mots « ne peuvent être chargés ».

Art. 60. Dans l'article 13, § 1^{er}, 6° du même décret, les mots « ou un pôle territorial » sont insérés entre les termes « un centre psycho-médico-social » et les mots « organisé ou subventionné ».

CHAPITRE 11 — *Dispositions modifiant le décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire*

Art. 61. Dans l'article 1^{er} du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire, tel que modifié par le décret du 24 février 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « , aux pôles territoriaux » sont insérés entre les mots « centres psycho-médico-sociaux » et les mots « et aux internats » ;

2° au paragraphe 2, 11°, les mots « , d'un pôle territorial » sont insérés entre les mots « d'une école » et les mots « ou d'un centre » ;

3° le paragraphe 2 est complété par les numéros 19 à 28 rédigés comme suit :

« 19° Pôle territorial : le pôle territorial tel que défini à l'article 1.3.1-1, 45°/2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

20° Annexe relative au pôle territorial : l'annexe au plan de pilotage visée à l'article 6.2.4-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

21° Convention de coopération : la convention visée à l'article 6.2.2-6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

22° Convention de partenariat : la convention visée à l'article 6.2.2-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

23° Convention de partenariat spécifique : la convention visée à l'article 6.2.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

24° École siège : l'école siège telle que définie à l'article 6.2.1-1, 5°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

25° École partenaire : l'école partenaire telle que définie à l'article 6.2.1-1, 4°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

26° École partenaire spécifique : l'école d'enseignement spécialisé dont le pouvoir organisateur a conclu une convention de partenariat spécifique avec le pouvoir organisateur du pôle territorial conformément à l'article 6.2.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

27° École coopérante : l'école coopérante telle que définie à l'article 6.2.1-1, 3°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

28° Ressort : le ressort, tel que défini à l'article 6.2.1-1, 7°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

Art. 62. Dans l'article 4, paragraphe 4, du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° un accès aux conventions de coopération, aux conventions de partenariat ainsi qu'aux conventions de partenariat spécifique, aux documents fixant les ressorts ainsi qu'aux avenants s'y afférents. ».

Art. 63. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« De la transmission de données numériques par les écoles, les pôles territoriaux et les centres PMS vers les services du Gouvernement ».

Art. 64. Dans le même décret, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit :

« Article 10/1. - § 1^{er}. Les données ou catégories de données anonymisées ou à caractère personnel nécessaires à l'exécution des dispositions légales, décrétales ou réglementaires sont transmises par les pôles territoriaux aux services du Gouvernement au moyen de l'espace numérique visé à l'article 4, § 1^{er}, 1°, et ce, pour autant qu'un(e) outil/application numérique soit disponible.

§ 2. Le Gouvernement fixe par arrêté la liste des données ou des catégories de données visées au paragraphe 1^{er} à transmettre par les pôles territoriaux aux services du Gouvernement aux fins du calcul de l'encadrement et du financement, du monitoring et du pilotage des pôles territoriaux.

§ 3. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont communiquées aux services du Gouvernement selon les modalités et délais fixés par le Gouvernement.

§ 4. Les données recueillies sont traitées par les services du Gouvernement qui les regroupent et les valident aux fins du calcul de l'encadrement et du financement, du monitoring et du pilotage des pôles territoriaux. ».

Art. 65. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre VI est remplacé par ce qui suit :

« De la transmission de données numériques par les services du Gouvernement vers les écoles et les pôles territoriaux ».

Art. 66. Dans le même décret, il est inséré un article 11/1 rédigé comme suit :

« Article 11/1. - § 1^{er}. Les données ou catégories de données anonymisées ou à caractère personnel nécessaires à l'exécution des dispositions légales, décrétales ou réglementaires sont transmises par les services du Gouvernement aux pôles territoriaux au moyen de l'espace numérique visé à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, pour autant qu'un service numérique soit disponible.

Le Gouvernement fixe par arrêté la liste des données ou des catégories de données visées au paragraphe 1^{er} à transmettre par les services du Gouvernement aux pôles territoriaux.

§ 2. Les services du Gouvernement traitent les données nécessaires au pilotage des pôles territoriaux sous la forme de données statistiques et les transmettent à chaque pôle territorial et à son pouvoir organisateur.

La liste des données est arrêtée par le Gouvernement et intègre, aux fins du pilotage des pôles territoriaux :

1. des données anonymisées concernant les élèves, leurs caractéristiques et leurs parcours scolaires ;
2. des données anonymisées relatives au personnel ;
3. toute autre information utile.

Les données statistiques sont intégrées au service numérique relatif au plan de pilotage/contrat d'objectifs accessible via l'espace numérique visé à l'article 4, § 1^{er}, 1^o.

§ 3. Les données statistiques sont transmises au pôle territorial, à l'attention exclusive du pouvoir organisateur du pôle territorial et du directeur de l'école siège, qui peuvent les transmettre aux membres de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial.

Ces informations sont soumises au principe de confidentialité et ne peuvent en aucun cas servir à des fins promotionnelles. ».

Art. 67. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre X est remplacé par ce qui suit :

« De la transmission de données anonymisées concernant des écoles et des pôles territoriaux par les services du Gouvernement vers d'autres personnes ou institutions ».

Art. 68. Dans l'article 15, paragraphe 1^{er}, du même décret, les mots « des écoles ou un ensemble d'écoles organisées » sont remplacés par les mots « des écoles, un ensemble d'écoles ou un ensemble de pôles territoriaux organisés ».

CHAPITRE 12 — *Dispositions modifiant le décret du 17 juin 2021 portant le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS*

Art. 69. Dans l'article 86 du décret du 17 juin 2021 portant le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les écoles établissent leur plan de formation conformément à l'article 6.1.4-1 à partir du 25 août 2025. L'établissement du plan de formation par l'école intervient lors de l'élaboration de son plan de pilotage et y est repris conformément à l'article 1.5.2-3, § 1^{er}, 5^o. » ;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « 1^{er} septembre 2023 » sont remplacés par les mots « 25 août 2025 » ;

3^o l'article 86 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Les pôles territoriaux établissent pour la première fois leur plan de formation conformément à l'article 6.1.4-1 concomitamment à l'élaboration du plan de formation de l'école siège conformément à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 70. Dans l'article 88, § 3, du même décret, la mention « 2029-2030 » est chaque fois remplacée par la mention « 2028-2029 ».

Art. 71. Dans le même décret, il est inséré un article 88/1 rédigé comme suit :

« Article 88/1. § 1^{er}. En vue d'une application à partir de l'année scolaire 2024-2025, l'Institut de la Formation professionnelle continue pour les formations du niveau interréseaux et Wallonie Bruxelles Enseignement et chaque Fédération de pouvoirs organisateurs pour les formations du niveau réseau élaborent les programmes généraux et les programmes annuels pour les formations visées à l'article 6.1.3-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire applicables à l'ensemble des pôles territoriaux visé à l'article 6.1-3-6, alinéa 1^{er}, 3^o, du même Code.

Les programmes généraux sont fixés durant l'année scolaire 2023-2024 conformément à l'article 6.1.5-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. Par dérogation à cette disposition, ces programmes généraux sont applicables pour une période de cinq ans correspondant aux années scolaires 2024-2025 à 2028-2029.

Les programmes annuels sont fixés durant l'année scolaire 2023-2024 conformément à l'article 6.1.5-10 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

§ 2. Au cours de l'année scolaire 2023-2024, l'Institut de la Formation professionnelle continue pour les formations du niveau interréseaux et Wallonie Bruxelles Enseignement et chaque Fédération de pouvoirs organisateurs pour le niveau réseau peuvent donner accès aux formations visées à l'article 6.1.3-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire aux membres des équipes pluridisciplinaires des pôles territoriaux. ».

CHAPITRE 13 — *Dispositions modifiant le décret du 17 juin 2021 portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale*

Art. 72. Dans l'article 65 du décret du 17 juin 2021 portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2022, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1^o, le nombre global des points est calculé de la manière suivante :

Année scolaire concernée	Formule à appliquer pour calculer le nombre global de points pour l'application du paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2, 1 ^o
Année scolaire 2022-2023	$Ntr_{22-23} = [N / 100] \times 30$
Année scolaire 2023-2024	$Ntr_{23-24} = [N / 100] \times 45$
Année scolaire 2024-2025	$Ntr_{24-25} = [N / 100] \times 60$
Année scolaire 2025-2026	$Ntr_{25-26} = [N / 100] \times 75$

Dans cette formule :

« Ntr_{xx-xx} » désigne le nombre de points à répartir entre les pôles territoriaux pour chacune des années scolaires concernées ;

« N » désigne le nombre global de points fixés à l'article 6.2.5-3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

Art. 73. Dans le même décret, il est inséré un article 67/1 rédigé comme suit :

« Article 67/1. Par dérogation à l'article 6.2.2-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, durant l'année scolaire 2023-2024, il peut être conclu un avenant à la convention de partenariat ou au ressort de partenariat sur la base d'un accord unanime des différents pouvoirs organisateurs. Cet avenant porte uniquement sur l'intégration d'une nouvelle école d'enseignement spécialisé partenaire. Cependant, la (les) modification(s) ne peu(ven)t aboutir au retrait d'une école d'enseignement spécialisé partenaire. ».

Art. 74. Dans l'article 70, § 2, du même décret, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « à partir du 28 août 2023 » sont remplacés par les mots « à partir du 2 octobre 2023 » ;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « pour le 31 janvier 2024 » sont remplacés par les mots « pour le 29 février 2024 » ;

3^o dans l'alinéa 4, les mots « 15 jours calendrier » sont remplacés par les mots « 35 jours calendrier » ;

4^o dans l'alinéa 8, les mots « de 20 jours » sont remplacés par les mots « de 40 jours ».

Art. 75. Dans le même décret, il est inséré un article 70/1 rédigé comme suit :

« Art. 70/1. Par dérogation à l'article 6.2.4-1, l'évaluation intermédiaire de l'annexe relative au pôle territorial est réalisée lorsque le contrat d'objectifs de l'école siège du pôle territorial a été conclu après le 29 août 2022. ».

CHAPITRE 14 — *Dispositions finales*

Art. 76. L'article 38 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du décret du 16 mars 2023 relatif à la création d'un comité de concertation central pour Wallonie Bruxelles Enseignement.

Art. 77. L'article 39 ainsi que toutes les dispositions visées au chapitre 7 produisent leurs effets au 29 août 2022.

Art. 78. Sans préjudice des articles 76 et 77, le présent décret entre en vigueur le 28 août 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

LA Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

Ministre de l'Education,
C. DESIR

—
Note

(1) Session 2022-2023

Documents du Parlement.

- Projet de décret, n° 566-1.

- Rapport de commission, n° 566-2

- Texte adopté en commission, n° 566-3

- Texte adopté en séance plénière, n° 566-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 19 juillet 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/44702]

20 JULI 2023. — Decreet tot aanpassing van de wetgeving naar aanleiding van de oprichting van territoriale clusters die belast zijn met de ondersteuning van scholen voor gewoon onderwijs bij het implementeren van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1- — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

Afdeling 1 — Bepalingen tot wijziging van titel 1 van Boek 6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs

Artikel 1. In Boek 6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt het opschrift van titel 1 vervangen door hetgeen volgt:

“Voortgezette beroepsopleiding voor leden van het opvoedend team in scholen en leden van het multidisciplinaire team in PMS-centra en leden van het multidisciplinaire team in territoriale clusters”.

Art. 2. Artikel 6.1.1-1 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende punt 3°:

“3° aan de leden van het multidisciplinaire team van territoriale clusters.”.

Art. 3. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.1-2 van hetzelfde Wetboek:

1° de punten 13° en 14° worden vervangen door de volgende punten:

13° netoverschrijdend opleiding: opleiding die alle leden van het opvoedend team van elk van de scholen, alle leden van het multidisciplinaire team van elk van de PMS-centra en alle leden van het multidisciplinaire team van elk van de territoriale clusters genieten en die onder dezelfde voorwaarden toegankelijk is voor elke begunstigde van een opleiding, ongeacht de school, het PMS-centrum of het territoriale cluster, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, waar hij/zij zijn/haar ambt uitoefent;

14° netopleiding: opleiding die de leden van het opvoedend team van de school, de leden van het multidisciplinaire team van het PMS-centrum en de leden van het multidisciplinaire team van het territoriale cluster genieten, en die onder dezelfde voorwaarden toegankelijk is voor elke begunstigde van een opleiding van de school, het PMS-centrum of het territoriale cluster, die ofwel onder “Wallonie Bruxelles Enseignement” valt, ofwel onder de Federatie van betrokken inrichtende machten waar hij/zij zijn/haar ambt uitoefent;”;

2° in punt 18° worden de woorden “van de school of het PMS-centrum” vervangen door de woorden “van de school, het PMS-centrum of het territoriale cluster”.

Art. 4. In artikel 6.1.2-1 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “en territoriale clusters” ingevoegd tussen de woorden “PMS-centra” en de woorden “maakt deel uit van een proces”.

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 6.1.2-4 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Artikel 6.1.2-4. § 1. De voortgezette beroepsopleiding van de leden van het multidisciplinaire team van de territoriale clusters heeft tot doel:

1° bijdragen tot de verbetering van de kwaliteit van het onderwijsstelsel door het nastreven van de in artikel 1.5.2-2 bedoelde verbeteringsdoelstellingen en meer specifiek met betrekking tot de volgende doelstellingen:

- a) ontwikkeling en ondersteuning van inclusieve scholen;
- b) ondersteuning en monitoring van maatregelen om leerlingen met speciale behoeften te helpen slagen in het gewoon onderwijs;

2° binnen het multidisciplinaire team van elk territoriaal cluster collectieve en gepersonaliseerde vaardigheden ontwikkelen die kunnen beantwoorden aan de specifieke doelstelling(en) van het territoriale cluster;

3° om het onderhoud, de verbetering of de aanpassing van hun kennis en vaardigheden mogelijk te maken teneinde hen geschikt te maken om de opdrachten uit te voeren die door dit Wetboek aan de plaatselijke afdelingen worden toevertrouwd.

§ 2. De voortgezette beroepsopleiding van de leden van het multidisciplinaire team van het territoriale cluster richt zich op de verdere ontwikkeling van de hieronder genoemde professionele vaardigheden:

1° de vaardigheden van de institutionele, sociale en culturele speler. Deze vaardigheden komen tot uiting in de volgende vaardigheden:

a) optreden als sociale en culturele speler binnen scholen, het onderwijsstelsel en de samenleving, ook bij hun transformatie, door diversiteit, non-discriminatie, gelijkheid en inclusie te integreren en burgerschapspraktijken te ontwikkelen voor een grotere sociale cohesie;

b) de ethische kwesties begrijpen en de ethische en regelgevende kaders van het beroep op een democratische en verantwoordelijke manier respecteren;

c) de organisatorische en institutionele omgeving van het onderwijsstelsel analyseren en daarin handelen, inzonderheid door interactie met collega's, ouders, management en andere belanghebbenden, teneinde :

- i. deel uit te maken van de beheersaanpak van het territoriale cluster;
- ii. deel te nemen aan inspanningen om het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap te verbeteren;
- iii. om van scholen voor gewoon onderwijs een plaats te maken waar leerlingen met speciale behoeften leren, zich ontwikkelen en leren in een positieve en zorgzame omgeving;

d) het beheren van je administratieve toestand en het bijhouden van je persoonlijke administratieve dossier;

2° de vaardigheden van de speler in een lerende organisatie in een collectieve dynamiek. Deze vaardigheden worden weerspiegeld in de volgende vaardigheden:

a) investeren in samenwerking binnen het multidisciplinaire team van het territoriale cluster om de professionaliteit en deskundigheid te vergroten door collectieve intelligentie te mobiliseren, inzonderheid tijdens teamvergaderingen;

b) samenwerken en relevante informatie te communiceren met opvoedend teams in scholen voor gewoon onderwijs;

c) zijn individuele opleidingsbehoeften identificeren en deelnemen aan de identificatie van de collectieve opleidingsbehoeften van het multidisciplinaire team van het territoriale cluster;

d) bijdragen tot de verspreiding, binnen het multidisciplinaire team van het territoriale cluster, van de door opleiding verworven kennis of de door opleiding of ervaring ontwikkelde vaardigheden;

3° de vaardigheden van de leden van het multidisciplinaire team van het territoriale cluster in een evoluerende dynamiek. Deze vaardigheden komen tot uiting in:

a) de beheersing van de vakinhoud, de epistemologische grondslagen, de wetenschappelijke en technologische ontwikkeling, de didactiek en de methodologie voor het onderwijs, afhankelijk van het ambt binnen de afdeling;

b) kennis van leerprocessen en onderzoek naar de verschillende onderwijsmodellen en -theorieën;

c) de wetenschappelijke inhoud met betrekking tot inclusieve scholen en speciale behoeften beheersen;

d) de technieken van groepsmanagement en het leiden van teamvergaderingen in de context van de collectieve opdrachten van de afdelingen beheersen, inzonderheid door ondersteuning van verandering;

e) een grondige beheersing hebben van het geschreven en gesproken Frans om adequaat les te kunnen geven en te kunnen communiceren in de verschillende contexten en disciplines die verband houden met het beroep;

f) de taaldimensies van leren en onderwijzen in aanmerking te nemen en te ontwikkelen, met aandacht voor de taal van het onderwijs of de taal van het leren, en zich bewust te zijn van het sociaal en cultureel ongelijke karakter van het vertrouwd raken met taal;

g) op te treden als facilitator voor opvoedend teams in gewone scholen, met het oog op samenwerking, hetzij via collectieve opdrachten van de clusters, hetzij via individuele opdrachten, inzonderheid via:

i. advies over het ontwerp en de uitvoering van een onderwijs- en leeraanpak die gericht is op leerlingen met speciale behoeften, met inbegrip van gevarieerde en gedifferentieerde praktijken. Deze zijn bedoeld om de motivatie en het zelfvertrouwen van leerlingen te vergroten en hun creativiteit, initiatief en samenwerkingsgeest te ontwikkelen;

ii. het adviseren van opvoedend teams in scholen voor gewoon onderwijs over het ontwerp, de keuze en het gebruik van leermiddelen, schoolboeken, schoolsoftware en andere leermiddelen die zijn aangepast aan leerlingen met speciale behoeften;

iii. advies over de ontwikkeling en het gebruik van observatie- en evaluatie-instrumenten, voornamelijk met betrekking tot het verzamelen van relevante gegevens, de uitvoering, analyse en evaluatie van protocollen voor redelijke aanpassingen en permanente volledige integratie en de multidisciplinaire follow-up daarvan, evenals, waar nodig, samenwerking bij het proces van doorverwijzing naar het gespecialiseerd onderwijs;

iv. advies over het beheersen en integreren van digitale technologieën in de onderwijspraktijk, om personeel in scholen voor gewoon onderwijs te begeleiden bij het aanpassen van digitale hulpmiddelen voor elke leerling met speciale behoeften;

4° de vaardigheden van de reflectieve beroepsbeoefenaar. Deze vaardigheden worden weerspiegeld in de volgende vaardigheden:

a) de resultaten van wetenschappelijk onderzoek op het gebied van onderwijs en didactiek kritisch lezen en er gebruik van maken bij hun onderwijsactiviteiten, en zich baseren op verschillende vakken van de sociale en geesteswetenschappen om beroepstoestanden te analyseren en er naar te handelen;

b) individueel en in samenwerking met hun medeleerlingen een kritische en rigoureuze observatie en analyse uitvoeren van hun eigen praktijken en het effect daarvan op leerlingen, teneinde deze effectiever te reguleren en de strategieën en voorwaarden voor de uitvoering ervan te ontwikkelen met het oog op effectiviteit en rechtvaardigheid. Deze analyse omvat ook de genderdimensie;

c) geleidelijk hun professionele identiteit opbouwen, inzonderheid door gebruik te maken van instrumenten voor persoonlijke beroepsopleiding zoals het portfolio.”.

Art. 6. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.3-1, paragraaf 1, van hetzelfde Wetboek:

1° in lid 1 worden de woorden “scholen of leden van het multidisciplinaire team van PMS-centra” vervangen door de woorden “scholen, leden van het multidisciplinaire team van PMS-centra of leden van het multidisciplinaire team van territoriale clusters”;

2° in lid 2 worden de woorden “een school of in een PMS-centrum” vervangen door de woorden “een school, in een PMS-centrum of in een territoriaal cluster”.

Art. 7. In artikel 6.1.3-3 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 1 aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

“Voor de toepassing van lid 1, 2°, wanneer meerdere scholen voor gespecialiseerd onderwijs een territoriaal cluster vormen en wanneer deze scholen behoren tot verschillende inrichtende machten die deel uitmaken van verschillende netten, wordt de verantwoordelijkheid voor de organisatie van de opleiding op het niveau van het net vastgesteld in functie van de organisatie, de aansluiting of de overeenkomst van de school van de hoofdzetel van het territoriale cluster door “Wallonie Bruxelles Enseignement” of door de Federatie van de betrokken inrichtende machten”.

Art. 8. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.3-4, paragraaf 1, van hetzelfde Wetboek:

1° in lid 1, 3°, worden de woorden “of PMS-centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “, PMS-centra of territoriale clusters”;

2° in de leden 2 en 3 worden de woorden “scholen of PMS-centra” telkens vervangen door de woorden “scholen, PMS-centra of territoriale clusters”;

3° in lid 2 worden de woorden “of alle of een deel van de PMS-centra” vervangen door de woorden “, PMS-centra of territoriale clusters”.

Art. 9. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.3-5 van hetzelfde Wetboek:

1° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "scholen of PMS-centra" vervangen door de woorden "scholen, PMS-centra of territoriale clusters";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "van de school of het PMS-centrum" vervangen door de woorden "van de school, het PMS-centrum of het territoriale cluster";

3° aan paragraaf 2 worden de woorden "en de opdrachten van de territoriale clusters" toegevoegd.

Art. 10. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.3-6 van hetzelfde Wetboek:

1° het volgende punt 3° wordt toegevoegd aan lid 1:

"3° alle territoriale clusters georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° in lid 2 worden de woorden "of drie" ingevoegd tussen de woorden "deze twee" en het woord "gehelen".

Art. 11. Artikel 6.1.3-7 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een paragraaf 3 die als volgt luidt:

"§ 3. De voortgezette beroepsopleiding beantwoordt aan de opleidingsbehoeften die collectief zijn vastgesteld bij de voorbereiding of de tussentijdse evaluatie van de bijlage betreffende het territoriale cluster van de doelstellingenovereenkomst voor de zetelschool. Zij draagt bij tot de collectieve verwezenlijking van de specifieke doelstellingen die in de doelstellingenovereenkomsten zijn opgenomen en draagt bij tot de verwezenlijking van de zesde doelstelling, namelijk de verbetering van het onderwijsstelsel, en, in voorkomend geval, van de specifieke doelstellingen."

Art. 12. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.3-8 van hetzelfde Wetboek:

1° er wordt een nieuwe paragraaf 2/1 ingevoegd, die als volgt luidt

" § 2/1. Voor de leden van het multidisciplinaire team in de territoriale clusters omvat de voortgezette beroepsopleiding om tegemoet te komen aan de collectieve behoeften zes halve dagen per schooljaar.

Als het territoriale cluster er niet in slaagt een organisatorische oplossing te vinden tijdens de halve opleidingsdagen waarnaar in deze paragraaf wordt verwezen, worden de collectieve en individuele opdrachten opgeschort;

2° in paragraaf 3 worden de woorden "paragrafen 1 en 2" vervangen door de woorden "paragrafen 1, 2 en 2/1".

Art. 13. In artikel 6.1.3-9, eerste paragraaf, van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2022, worden aan het derde lid de woorden "of een schorsing van de collectieve en/of individuele opdrachten van de territoriale clusters" toegevoegd.

Art. 14. In artikel 6.1.3-10 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of de bijlage betreffende zijn territoriale cluster" toegevoegd aan 1°.

Art. 15. Artikel 6.1.3-11 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Artikel 6.1.3-11. § 1. Wat de leden van het opvoedend schoolteam betreft, kan de voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan individuele behoeften tien halve dagen per schooljaar omvatten, zowel op netoverschrijdend als op netniveau, wanneer ze plaatsvindt tijdens de tijd die normaal wordt besteed aan het werk in de klas als bedoeld in artikel 3 van het decreet "organisatie van het werk".

Gedurende de eerste vijf jaar van zijn ambtsbekleding heeft een lid van het opvoedend team dat ten minste de helft van de lesopdracht voor zijn rekening neemt, recht op twee extra halve dagen opleiding per maand, die kunnen worden gekapitaliseerd over een schooljaar voor een maximum van tien extra halve dagen.

§ 2 Voor de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra kan de voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan gepersonaliseerde behoeften twintig halve dagen per schooljaar omvatten wanneer ze plaatsvindt tijdens de werkuren.

Deze twintig halve dagen omvatten een aantal halve dagen opleiding gewijd aan collectieve supervisie.

§ 3 Voor de leden van het multidisciplinair team van de territoriale clusters kan de voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan de gepersonaliseerde behoeften tien halve dagen per schooljaar omvatten wanneer ze plaatsvindt tijdens hun diensttijd zoals bedoeld in artikel 18/1 van het voornoemde decreet "werkorganisatie".

Deze tien halve dagen kunnen een aantal halve dagen opleiding bevatten die gewijd zijn aan collectieve supervisie.

§ 4 Het aantal halve dagen bedoeld in de paragrafen 1, 2 en 3 kan worden gecumuleerd over zes opeenvolgende schooljaren.

Naast de tijd besteed aan werk in de klas bedoeld in artikel 3 van het decreet "organisatie van het werk" of, voor de leden van het multidisciplinair team van de territoriale clusters, in artikel 18/1 van dat decreet, of de tijd besteed door de begunstigde van de opleiding, wordt de voortgezette beroepsopleiding die beantwoordt aan gepersonaliseerde behoeften niet beperkt in termen van het aantal halve dagen per opleidingsjaar."

Art. 16. Het volgende lid wordt toegevoegd aan artikel 6.1.3-13 van hetzelfde Wetboek:

"In de mate van het mogelijke moet de inrichtende macht van een territoriaal cluster alles in het werk stellen voor de vervanging zorgen van een lid van het multidisciplinaire team van het territoriale cluster dat een beroepsopleiding volgt om tegemoet te komen aan gepersonaliseerde behoeften, door andere leden van het multidisciplinaire team."

Art. 17. In titel 1, boek 6 van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk 4 vervangen door hetgeen volgt:

"Het opleidingsplan voor scholen, PMS-centra en territoriale clusters".

Art. 18. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.4-1 van hetzelfde Wetboek:

1° tussen de leden 2 en 3 wordt het volgende lid ingevoegd:

"Bij het opstellen van de bijlage met betrekking tot het territoriale cluster, bedoeld in artikel 6.2.4-1, stelt de directeur van de school waarin het territoriale cluster is gevestigd, in samenwerking met de coördinator en de leden van het multidisciplinaire team van het territoriale cluster, het opleidingsplan van het territoriale cluster op. Dit opleidingsplan maakt integraal deel uit van de bijlage die betrekking heeft op het territoriale cluster;

2° lid 3 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“De directeur stuurt, in samenwerking met het opvoedend team van de school en eventueel met de afgevaardigde(n) belast met de pedagogische coördinatie, het opleidingsproces binnen de school. De directeur van een PMS-centrum stuurt, in samenwerking met het multidisciplinaire PMS-team, het opleidingsproces binnen het centrum. De directeur van de zetelschool stuurt, in samenwerking met de coördinator van het territoriale cluster en de leden van het multidisciplinaire team, het opleidingsproces binnen het territoriale cluster. De directeur van de school, de directeur van het PMS Centrum of de directeur van de zetelschool van het territoriale cluster is inzonderheid belast met de:

1° uitvoering van het opleidingsplan;

2° ondersteuning en monitoring van het opleidingsproces, inzonderheid na de opleiding;

3° interne evaluatie van de uitvoering van het opleidingsplan.”;

3° in lid 4, 1°, worden de woorden “door de school of door het PMS-Centrum” vervangen door de woorden “door de school, door het PMS-Centrum of door het territoriale cluster”;

4° in lid 4, 3°, worden de woorden “in de school of het PMS-centrum” vervangen door de woorden “in de school, het PMS-centrum of het territoriale cluster”.

Art. 19. Het volgende lid wordt toegevoegd aan artikel 6.1.4-2 van hetzelfde Wetboek:

“Het opleidingsplan voor het territoriale cluster kan worden aangepast bij de jaarlijkse evaluatie of bij de tussentijdse evaluatie van de uitvoering van de bijlage betreffende het territoriale cluster.

De planning van het opleidingsproces zal dan worden aangepast.

Art. 20. In artikel 6.1.5-5, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2022, worden de woorden “georganiseerde of gesubsidieerde PMS-centra” vervangen door de woorden “PMS-centra of territoriale clusters”.

Art. 21. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.5-6 van hetzelfde Wetboek:

1° in paragraaf 2 worden de woorden “scholen en PMS-centra” vervangen door de woorden “scholen, PMS-centra en territoriale clusters”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “in artikel 6.1.2-2 en artikel 6.1.2-3” vervangen door de woorden “in de artikelen 6.1.2-2 tot en met 6.1.2-4”.

Art. 22. In artikel 6.1.5-11, derde paragraaf, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “of een lid van het multidisciplinaire team van de territoriale clusters” ingevoegd tussen de woorden “van de PMS-centra” en de woorden “dat sinds minder dan vijf jaar bestaat”.

Art. 23. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.6-1 van hetzelfde Wetboek:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “de directeur van de school of het PMS-centrum of zijn afgevaardigde” vervangen door de woorden “de directeur van de school of zijn afgevaardigde, de directeur van het PMS-centrum of zijn afgevaardigde, of de directeur van de zetelschool van het territoriale cluster of zijn afgevaardigde”;

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “of het lid van het multidisciplinaire team van het territoriale cluster” ingevoegd tussen de woorden “van de PMS-centra” en de woorden “bedoeld in het eerste lid”.

Art. 24. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.6-3 van hetzelfde Wetboek:

1° aan lid 1 worden de woorden “en van de territoriale clusters” toegevoegd;

2° in lid 2 worden de woorden “6.1.3-11, tweede lid” vervangen door de woorden “6.1.3-11, § 2, tweede lid, en § 3, tweede lid”;

3° aan lid 2 worden de woorden “of van de territoriale clusters” toegevoegd.

Art. 25. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.6-4, eerste lid, van hetzelfde Wetboek:

1° de woorden “de leden van het pedagogische team” worden vervangen door de woorden “de leden van het pedagogische team en de leden van het multidisciplinaire team van een territoriaal cluster”;

2° de woorden “die niet onderhevig zijn aan een cursusschorsing” worden vervangen door de woorden “die niet onderhevig zijn aan een cursusschorsing of een schorsing van de collectieve en/of individuele opdrachten van de territoriale clusters”.

Art. 26. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.6-7 van hetzelfde Wetboek:

1° in paragraaf 3, 1°, a) en b), worden de woorden “de school of het PMS-Centrum” telkens vervangen door de woorden “de school, het PMS-Centrum of het territoriale cluster”;

2° aan paragraaf 6, eerste lid, 1°, worden de woorden “of, in het geval van zetelscholen, de bijlage bij de doelstellingsovereenkomst met betrekking tot het territoriale cluster” toegevoegd;

3° in paragraaf 6, eerste lid, 2°, worden de woorden “of het personeelslid van het multidisciplinair team van het PMS-centrum” vervangen door de woorden “, tussen de directeur en het lid van het technisch personeel van het PMS-centrum of tussen de directeur van de zetelschool van het territoriale cluster en het lid van het multidisciplinair team van het territoriale cluster”.

Art. 27. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.1.7-1 van hetzelfde Wetboek:

1° de woorden “of territoriale clusters” worden toegevoegd aan paragraaf 1, 2°;

2° in paragraaf 4, tweede lid, 3°, wordt “6.1.3-11, tweede lid” vervangen door “6.1.3-11, § 1, tweede lid”.

Art. 28. In artikel 6.1.8-1, derde paragraaf, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2022, worden de woorden “en de territoriale clusters” ingevoegd tussen de woorden “de PMS-centra” en de woorden “waarvoor”.

Afdeling 2 — Bepalingen tot wijziging van titel 2 van Boek 6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs

Art. 29. De volgende definitie wordt toegevoegd aan artikel 6.2.1-1 van hetzelfde Wetboek:

“8° coördinator van het territoriale cluster: de persoon die onder het gezag staat van de directeur en de inrichtende macht van de school waar het territoriale cluster zijn zetel heeft, en die de opdrachten, vermeld in artikel 6.2.6-3, uitvoert.

Art. 30. Artikel 6.2.2-5 van hetzelfde Wetboek, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2 die als volgt luidt:

“§ 2. Met het oog op de oprichting van een specifiek partnerschap dient het territoriale cluster een aanvraag voor een specifiek partnerschap in bij de inrichtende macht van een school voor gespecialiseerd onderwijs die type 4, 5, 6 en/of 7 organiseert.

Elke weigering van een specifiek partnerschap moet worden met redenen omkleed door de inrichtende macht van de school voor gespecialiseerd onderwijs die type 4, 5, 6 en/of 7 organiseert.

De inrichtende macht van het territoriale cluster kan elke weigering om een specifieke partnerschapsovereenkomst aan te gaan die zij als onrechtmatig beschouwt, bij de regering aanhangig maken.

Indien de regering van oordeel is dat de weigering onredelijk is, kan zij, overeenkomstig de procedure van lid 5, één van de volgende straffen opleggen aan de inrichtende macht van de school voor het betrokken gespecialiseerd onderwijs:

1° een waarschuwing;

2° een boete gelijk aan 10% van het jaarlijkse operationele budget van de betrokken school;

3° bij herhaling binnen een periode van zeven jaar, de intrekking van alle exploitatiesubsidies die voor een volledig schooljaar aan de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs worden betaald.

Als de geldboete, vermeld in lid 3, 2°, niet betaald wordt binnen drie maanden na de kennisgeving van de sanctie, houdt de regering het bedrag van de geldboete, vermeerderd met 2,5%, in op de werkingssubsidies die aan de inrichtende macht van de betrokken school worden betaald.

Zodra een klacht bij hen is ingediend, onderzoeken de regeringsdiensten het dossier en kunnen ze iedereen horen die een nuttige bijdrage kan leveren aan hun informatie.

Wanneer zij over bewijzen beschikken dat er een inbreuk is gepleegd, stellen de regeringsdiensten de betrokken inrichtende macht in kennis van hun bezwaren.

Deze heeft 30 dagen om het dossier te raadplegen en schriftelijke opmerkingen in te dienen.

De regering neemt een beslissing binnen 60 dagen na het verstrijken van de termijn waarbinnen de bedoelde inrichtende macht moet reageren.

Art. 31. In artikel 6.2.4-1 van hetzelfde Wetboek wordt tussen de leden 2 en 3 een lid ingevoegd dat als volgt luidt:

“De bijlage met betrekking tot het territoriale cluster is opgesteld in het kader van de zesde doelstelling, namelijk de verbetering van het onderwijsstelsel, en, waar van toepassing, de specifieke doelstellingen, en omvat inzonderheid de acties die in de volgende twee transversale strategieën zijn opgenomen:

1° samenwerkingspraktijken;

2° het opleidingsplan.”.

Art. 32. Artikel 6.2.4-2 van het Wetboek wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Artikel 6.2.4-2. § 1. Elk territoriaal cluster deelt jaarlijks geanonimiseerde of persoonsgegevens mee met het oog op de sturing van het onderwijsstelsel en de sturing van de territoriale clusters volgens de procedures van artikel 10/1 van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolsysteem en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs.

§ 2 De diensten van de regering delen jaarlijks geanonimiseerde gegevens en/of indicatoren mee die specifiek zijn voor de toestand van het territoriale cluster en zijn samenwerkende scholen, volgens de procedures van artikel 11/1 van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolsysteem en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs.

§ 3 Met het akkoord van de inrichtende macht van het betrokken territoriale cluster delen de diensten van de regering aan de federaties van inrichtende machten of aan de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap de indicatoren, vermeld in artikel 6.2.4-1, tweede lid, mee die betrekking hebben op de territoriale clusters die bij hen zijn aangesloten of die een overeenkomst met hen hebben.

De meegedeelde indicatoren zijn bedoeld om aan elke federatie van inrichtende machten en aan de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap de nodige informatie te verstrekken om het territoriale cluster te ondersteunen bij het opstellen van de bijlage bedoeld in artikel 6.2.4-1, eerste lid, om deze bijlage te begeleiden en, in voorkomend geval, te volgen. Deze indicatoren mogen niet aan derden worden meegedeeld, behalve in de gevallen bepaald door de regering”.

Art. 33. In artikel 6.2.5-1, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt:

“De werkingsdotaties of -subsidies zijn ook bedoeld om de kosten te dekken voor de werking en de uitrusting van de territoriale clusters en voor de vergoeding van de reiskosten van het personeel van de territoriale clusters dat lonen of weddetoelagen ontvangt.

Deze werkmiddelen zijn ook bestemd voor de terugbetaling van diezelfde kosten aan de inrichtende macht van een partnerschool of een specifieke partnerschool, wanneer die kosten zijn gemaakt door personeelsleden van de betrokken partnerschool of specifieke partnerschool die een loon of een weddetoelage ontvangen in het kader van de opdrachten die zij binnen of namens het territoriale cluster uitvoeren.”.

Art. 34. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.2.5-6, tweede paragraaf, van hetzelfde Wetboek:

1° lid 2 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Uiterlijk op 15 december van het lopende schooljaar deelt de inrichtende macht van de zetelschool in kwestie de verdeling van het aantal punten mee aan de regering.

2° aan paragraaf 2 wordt het volgende lid toegevoegd:

”Tot die datum kan het territoriale cluster de in lid 1 bedoelde toewijzing aanpassen, zonder dat deze aanpassing gevolgen heeft voor de betrekkingen die reeds voor het lopende schooljaar zijn opgericht.”.

Art. 35. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 6.2.6-2 van hetzelfde Wetboek:

1° in lid 1 wordt de tabel vervangen door hetgeen volgt:

* Ambt/ Ambtsgroep	5/5	4/5	3/4	3/5	2,5/5	2/5	1/4	1/5
Coördinator territoriale cluster (halftijdsambt, behalve voor regelingen aan het einde van de loopbaan)	830 punten	664 punten	632 punten	-	415 punten	-	208 punten	166 punten
Kleuteronderwijzer Leraar lager onderwijs MasterLeraar AC - niveau LG	550 punten	440 punten	413 punten	330 punten	275 punten	220 punten	138 punten	110 punten
AC leraar - HG niveau	695 punten	556 punten	522 punten	417 punten	348 punten	278 punten	174 punten	139 punten
TC-leraar - LG-niveau BP-leraar - LG-niveau	550 punten	440 punten	413 punten	330 punten	275 punten	220 punten	138 punten	110 punten
TC-leraar - HG-niveau BP-leraar - HG-niveau	615 punten	492 punten	462 punten	369 punten	308 punten	246 punten	154 punten	123 punten
OpvoederMaatschappelijk assistent	550 punten	440 punten	413 punten	330 punten	275 punten	220 punten	138 punten	110 punten
LogopedistErgotherapeutOrthoptist	565 punten	452 punten	424 punten	339 punten	283 punten	226 punten	142 punten	113 punten
Verpleegkundige	525 punten	420 punten	394 punten	315 punten	263 punten	210 punten	132 punten	105 punten
Kinesitherapeut	615 punten	492 punten	462 punten	369 punten	308 punten	246 punten	154 punten	123 punten
Psycholoog	695 punten	556 punten	522 punten	417 punten	348 punten	278 punten	174 punten	139 punten
Kinderverzorger	400 punten	320 punten	300 punten	240 punten	200 punten	160 punten	100 punten	80 punten

2° in lid 2 worden de woorden "maximaal één voltijdsequivalent" ingevoegd tussen "wordt van ambtswege opgericht" en "en wordt altijd aan de zetelschool gekoppeld";

3° het volgende lid wordt toegevoegd aan artikel 6.2.6-2 van hetzelfde Wetboek:

”Indien er na de bepaling van de samenstelling van het personeelskader van het territoriale cluster overeenkomstig lid 1 een saldo van punten overblijft in de puntenenveloppe bedoeld in artikel 6.2.5-6, § 1, en dit saldo kleiner is dan het laagste deel van de minimale werkopdracht, kan het saldo worden omgezet in werkingssubsidies of -toelagen. In voorkomend geval kan deze omzetting van de resterende punten afwijken van de in artikel 6.2.5-6, § 2, bedoelde verdeling.”.

Art. 36. Artikel 6.2.6-6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt als volgt gewijzigd:

1° in paragraaf 1:

- in punt 1° worden de woorden "intern binnen het territoriale cluster" vervangen door "binnen het territoriale cluster,";

- in punt 2° worden de woorden "extern" opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt vervangen door hetgeen volgt :

”§ 2. Deze oproep tot het indienen van kandidaturen vermeldt het (de) ambt(en) waarin de betrekking zou kunnen worden vervuld, het (de) gezochte profiel(en) van het (de) ambt(en) en het opdrachtvolume van de betrekking die zou kunnen worden vervuld, alsmede de vorm en de termijn voor het indienen van kandidaturen.”;

3° er wordt een paragraaf 3 toegevoegd, die als volgt luidt:

”§ 3. Na de overeenkomstig § 1 gedane oproep tot het indienen van kandidaturen stelt de inrichtende macht, nadat zij de aanstellingen of tijdelijke aanwervingen heeft verricht, een wervingsreserve aan van kandidaten die voldoen aan het in de overeenkomstig § 1 gedane oproep tot het indienen van kandidaturen vastgestelde ambtsprofiel.

Wanneer de inrichtende macht tijdens het schooljaar een aanstelling of tijdelijke aanwerving voor een ononderbroken periode van ten minste vijftien weken moet uitvoeren, kiest zij uit de in lid 1 bedoelde reserve van kandidaten een kandidaat die beantwoordt aan het oorspronkelijke ambtsprofiel.

Als er in deze reserve geen geschikte kandidaten zijn, doet de inrichtende macht een nieuwe oproep volgens de procedure beschreven in § 1.

Wanneer de inrichtende macht tijdens het schooljaar een tijdelijke aanstelling of aanwerving moet verrichten in een ambt dat tijdelijk of permanent vacant is voor een aaneengesloten periode van minder dan vijftien weken, kan het bij gebrek aan een geschikte kandidaat die nog in de in lid 1 bedoelde reserve is ingedeeld, een andere kandidaat die aan het oorspronkelijke ambtsprofiel voldoet, tijdelijk aanstellen of aanwerven.”.

Art. 37. In artikel 6.2.6-7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 6 worden de woorden “en voor deze betrekking zijn aangeworven” ingevoegd tussen de woorden “hebben gereageerd op de in artikel 6.2.6-6 bedoelde oproep” en de woorden “binnen de inrichtende macht”;

2° de volgende zin wordt toegevoegd aan lid 6:

“Deze voorwaarden zijn ook van toepassing op overplaatsingen en veranderingen van opdracht, met uitzondering van de voorwaarde dat men eerder binnen een territoriaal cluster is aangeworven.

Art. 38. In artikel 6.2.6-9 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “intermediair overlegcomité opgericht bij de inrichtende macht voor het georganiseerd onderwijs” vervangen door de woorden “centrale overlegcommissie voor “Wallonie Bruxelles Enseignement” bedoeld in artikel 31/1 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de openbare instelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap”.

Art. 39. In Boek 6, Titel II, Hoofdstuk 6, Afdeling 3, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 6.2.6-10 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Artikel 6.2.6-10. Voor de toepassing van deze afdeling wordt in het gesubsidieerd officieel onderwijs onder “inrichtende macht” verstaan de overheden bedoeld in artikel 27bis van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel in het gesubsidieerd officieel onderwijs.”.

Art. 40. In artikel 6.2.7-1 van hetzelfde Wetboek, zoals ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “opgesteld door ETNIC” opgeheven;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “of persoonsgegevens” ingevoegd tussen de woorden “geanonimiseerde gegevens” en de woorden “noodzakelijk voor de uitvoering”.

HOOFDSTUK 2 — *Bepaling tot wijziging van de wet van 1 april 1960 betreffende de PMS-centra*

Art. 41. In artikel 2 van de wet van 1 april 1960 betreffende de PMS-centra wordt een paragraaf 1ter ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 1ter. Centra voor gespecialiseerd onderwijs en gemengde centra die in het schooljaar 2021-2022 leerlingen in een permanente volledige integratie binnen hun rechtsgebied hadden, behouden het voordeel van de berekening van deze permanente volledige integraties voor de schooljaren 2023-2024 en 2024-2025, met uitzondering van de kosten bedoeld in § 1bis.”.

HOOFDSTUK 3 — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs en onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van Staat, van de internaten die van die inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 42. In artikel 44quater van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs en onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van Staat, van de internaten die van die inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“§ 1. Elk jaar, uiterlijk in de eerste helft van juni, doet de inrichtende macht een specifieke oproep tot kandidaten voor aanstelling in een territoriaal cluster zoals bedoeld in Boek 6, titel 3 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, door middel van een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze oproep wordt gedaan in overeenstemming met artikel 6.2.6-6, §§ 1 en 2, van voornoemd Wetboek.

Voor de toepassing van dit besluit verwijst 1° van artikel 6.2.6-6, § 1 naar personeelsleden die op tijdelijke basis, op prioritaire tijdelijke basis of in vast verband zijn benoemd en op hoofdbasis of op aanvullende basis worden tewerkgesteld in de zetelschool of in een van de gespecialiseerde partnerscholen van het territoriale cluster.

Voor de toepassing van dit besluit verwijst 2° van artikel 6.2.6-6, § 1, naar personeelsleden die op tijdelijke basis, op prioritaire tijdelijke basis of in vast verband zijn benoemd en op hoofdbasis of aanvullende basis zijn toegewezen aan een school voor gespecialiseerd onderwijs buiten het territoriale cluster of aan een school voor gewoon onderwijs of aan een PMS-centrum.

De devolutie van betrekkingen binnen het territoriale cluster gebeurt in overeenstemming met artikel 6.2.6-7 van het bovengenoemde Wetboek.

De oproep vermeldt het (de) ambt(en) waarin de betrekking zou kunnen worden vervuld, de omvang van het werk en het profiel van het gezochte ambt, alsmede de vorm waarin en de termijn waarbinnen sollicitaties moeten worden ingediend.

Niet-aangewezen kandidaten die voldoen aan de voorwaarden in de oproep worden in een wervingsreserve geplaatst voor aanstellingen die worden gedaan om vervangingen in de loop van het schooljaar in te vullen.”;

2° de volgende paragraaf 1bis wordt toegevoegd:

“§ 1bis. De in § 1 bedoelde oproep kan een tweede luik omvatten om de inrichtende macht in staat te stellen een wervingsreserve aan te leggen die alle profielen en ambten omvat die in het gespecialiseerd onderwijs kunnen worden georganiseerd en die zal worden gebruikt om te voorzien in de personeelsbehoeften voor de opvang van leerlingen die permanent volledig geïntegreerd zijn en van leerlingen met specifieke sensorisch-motorische behoeften die tijdens het schooljaar een aanzienlijke follow-up vereisen.

In de oproep wordt aangegeven in welke vorm en binnen welke termijn sollicitaties voor deze wervingsreserve moeten worden ingediend.

Voorafgaand aan de samenstelling van deze wervingsreserve heeft het overleg bedoeld in artikel 6.2.6-2, lid 1, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ook betrekking op alle profielen en ambten die in het gespecialiseerd onderwijs kunnen worden georganiseerd en de indelingsmethode die daarop van toepassing is."

HOOFDSTUK 4 — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 43. In artikel 54^{terdecies}, tweede lid, van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden de woorden ", 6" ingevoegd tussen de woorden "5bis" en de woorden "en 7".

HOOFDSTUK 5 — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel in het gesubsidieerd officieel onderwijs*

Art. 44. In artikel 44^{decies}/2, tweede lid, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel in het gesubsidieerd officieel onderwijs worden de woorden ", 6" ingevoegd tussen de woorden "5bis" en de woorden "en 7".

HOOFDSTUK 6 — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de promotie- en selectieambten*

Art. 45. In artikel 12^{sexies}, § 7, tweede lid, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de promotie- en selectieambten worden de woorden ", 6" ingevoegd tussen de woorden "5bis" en de woorden "en 7".

HOOFDSTUK 7 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een tegemoetkoming in de kosten van openbaar vervoer en/of het gebruik van fietsen door personeelsleden*

Art. 46. In artikel 1, paragraaf 1, van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een tegemoetkoming in de kosten van openbaar vervoer en/of het gebruik van fietsen door personeelsleden, wordt het volgende punt 12° ingevoegd:

"12° leden van het multidisciplinair team, zoals bepaald in artikel 1.3.1-1, 33/2°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, van de territoriale clusters georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 47. In artikel 2, lid 2, van hetzelfde decreet worden twee nieuwe streepjes ingevoegd, die als volgt luiden:

"- van het territoriale cluster voor het personeel van de territoriale clusters georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

- van de inrichtende macht als zij deel uitmaakt van het gesubsidieerde personeel van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde territoriale clusters".

Art. 48. In artikel 8, § 1, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de leden 2 en 4 worden de woorden ", territoriale clusters" ingevoegd tussen de woorden "opvangtehuizen" en de woorden "of verscheidene centra";

2° in lid 2 worden de woorden ", territoriale clusters" ingevoegd tussen de woorden "opvangtehuizen" en de woorden "of centra".

Art. 49. In artikel 11^{quater} van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 4 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de leden 1 en 3 worden de woorden ", territoriale clusters" ingevoegd tussen de woorden "opvangtehuizen" en de woorden "of centra";

2° in lid 3 worden de woorden "territoriale clusters" ingevoegd tussen de woorden "opvangtehuizen" en de woorden "of betrokken centrum of centra".

Art. 50. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan paragraaf 1 wordt een nieuw lid 5 toegevoegd, dat als volgt luidt:

"Alle financiële kosten die voortvloeien uit de vergoedingen die door de regeringsdiensten aan de inrichtende machten van de territoriale clusters worden betaald overeenkomstig artikel 11 van dit decreet, worden, in de verhouding bedoeld in paragraaf 2, afgetrokken van het deel dat elke inrichtende macht ontvangt als werkingsdotatie of -subsidie overeenkomstig artikel 6.2.5-1, paragraaf 3 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "leden 2, 3 en 4" vervangen door de woorden "leden 2 tot en met 5";

3° in paragraaf 2 worden de woorden "of territoriale clusters" ingevoegd tussen de woorden "PMS-centra" en de woorden "op hetzelfde niveau";

4° in paragraaf 3, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 december 2013, wordt het volgende c) ingevoegd:

"c) aan de in paragraaf 1 bedoelde inrichtende machten, worden, afhankelijk van de beschikbare middelen, afgetrokken van het gezamenlijke bedrag van het in paragraaf 1, vijfde lid, bedoelde saldo van alle in paragraaf 2 bedoelde werkingssubsidies of -subsidies."

HOOFDSTUK 8 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 51. In artikel 99 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 maart 2019, worden na de woorden "kleuterverzorgers" de woorden ", orthoptisten" toegevoegd.

Art. 52. In artikel 102, § 1, eerste lid van hetzelfde decreet wordt de term ", orthoptist" toegevoegd na de term "logopedist".

HOOFDSTUK 9 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het basis- en secundair onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 53. Aan artikel 3, § 3, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het basis- en secundair onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een als volgt luidend punt 6° toegevoegd:

“6° orthoptist.”.

Art. 54. In artikel 35, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juni 2021, wordt het nummer “6.2.5-12” vervangen door het nummer “6.2.6-7”.

HOOFDSTUK 10 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst*

Art. 55. In artikel 1 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 juni 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “en de territoriale clusters” ingevoegd tussen de woorden “PMS-centra” en “georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap”;

2° aan paragraaf 2 wordt een nieuw punt 16° toegevoegd, dat als volgt luidt:

“16° “territoriaal cluster”: het cluster bedoeld in artikel 1.3.1-1., 45°/2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.”.

Art. 56. Het volgende artikel 4/1 wordt toegevoegd aan hetzelfde decreet:

“Artikel 4/1. § 1. In het kader van hun bevoegdheden met betrekking tot de territoriale clusters zijn de inspectiediensten bedoeld in artikel 3, derde lid, 1°, 2° en 5°, belast, elk wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, met auditopdrachten met betrekking tot de territoriale clusters waarvoor de Intermediaire Coördinatie-eenheid de auditaanvraag valideert die geformuleerd is door een lid van de Algemene Sturingsdienst van de Scholen en de PMS-Centra of door de betrokken inrichtende macht, ofwel in geval van weigering of onvermogen van de zetelschool van een territoriaal cluster om de bijlage met betrekking tot het territoriale cluster bedoeld in artikel 6.2.4-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs op te stellen, ofwel na de evaluatie van de bijlage met betrekking tot het bedoelde territoriale cluster die wordt uitgevoerd in het kader van de tussentijdse evaluatie van de doelstellingenovereenkomst van de zetelschool van het territoriale cluster.

De regering stelt de algemene methodologie vast op basis waarvan de in lid 1 bedoelde opdrachten worden uitgevoerd.

Voorafgaand aan elke auditopdracht bepaalt de Intermediaire Coördinatie-eenheid de reikwijdte en beperkingen van het mandaat dat aan de algemene inspectiedienst wordt toevertrouwd.

De coördinerend inspecteur-generaal bepaalt in overleg met de Intermediaire Coördinatie-eenheid de specifieke systematiek en methodologie op basis waarvan de opdracht wordt uitgevoerd.

Binnen vijftien werkdagen na het einde van elke auditopdracht wordt een diagnoseverslag opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de regering, op voorstel van de coördinerend inspecteur-generaal, en verstuurd naar de Intermediaire Coördinatie-eenheid en het geauditeerde territoriale cluster. Binnen dit kader handelt de algemene inspectiedienst door middel van aanbevelingen.

Indien in het kader van het mandaat van een auditopdracht een vermeende inbreuk van wezenlijk belang wordt vastgesteld die aanleiding zou kunnen geven tot een opdracht als bedoeld in paragraaf 3, wordt daarvan melding gemaakt in het in lid 4 bedoelde verslag.

Hierover kan een afzonderlijk verslag worden opgesteld, dat onmiddellijk via de hiërarchie wordt doorgestuurd naar de ambtenaar-generaal die belast is met de algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel.

§ 2 De inspectiediensten bedoeld in paragraaf 1 zijn, elk voor zich of in onderlinge samenwerking, belast met de evaluatie van de uitvoering van de opdrachten toegewezen aan de territoriale clusters in overeenstemming met artikel 6.2.3-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en de naleving van wettelijke en deontologische verplichtingen.

De regering stelt de voorwaarden vast op basis waarvan de in lid 1 bedoelde opdrachten worden uitgevoerd.

De in lid 1 bedoelde opdrachten worden uitgevoerd op verzoek van de regering, eventueel op voorstel van de Algemene Inspectiedienst, door tussenkomst van de Intermediaire Coördinatie-eenheid.

Voorafgaand aan elke evaluatieopdracht bepaalt de Intermediaire Coördinatie-eenheid de reikwijdte en beperkingen van het mandaat dat aan de Algemene Inspectiedienst wordt toevertrouwd met het oog op de opdracht.

De coördinerend inspecteur-generaal bepaalt in overleg met de Intermediaire Coördinatie-eenheid de specifieke systematiek en methodologie op basis waarvan de opdracht wordt uitgevoerd.

Binnen dertig werkdagen na afloop van elke evaluatieopdracht wordt een gedetailleerd verslag opgesteld, waarvan het model wordt vastgesteld door de regering, op voorstel van de coördinerend inspecteur-generaal, en dat bestemd is voor de Intermediaire Coördinatie-eenheid.

Indien in het kader van het mandaat van een evaluatieopdracht een vermeende wezenlijke inbreuk wordt vastgesteld die aanleiding kan geven tot een opdracht als bedoeld in paragraaf 3, wordt daarvan melding gemaakt in het in lid 5 bedoelde verslag.

Hierover kan een afzonderlijk verslag worden opgesteld, dat onmiddellijk via de hiërarchie wordt doorgestuurd naar de ambtenaar-generaal die belast is met de algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel.

§ 3 De in paragraaf 1 bedoelde inspectiediensten worden, elk voor wat hen betreft of in onderlinge samenwerking, belast met specifieke controleopdrachten met betrekking tot het vermoeden van één of meer substantiële tekortkomingen vermeld in het verslag opgesteld in het kader van een opdracht bedoeld in paragraaf 1 en 2 en in artikel 7/1 of op verzoek van de ambtenaar-generaal belast met de Algemene directie Leerplichtonderwijs.

Wezenlijke inbreuken in de zin van lid 1 zijn inbreuken die zijn vastgesteld of gemeld met betrekking tot de volgende aspecten:

1° naleving van artikel 1.4.1-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

2° de geschiktheid van het lesmateriaal en de schooluitrusting voor de onderwijsbehoeften in relatie tot de opdrachten van de clusters;

3° naleving van wettelijke verplichtingen en deontologische regels;

4° respect voor neutraliteit, waar zulke neutraliteit vereist is;

5° naleving van de decreetbepalingen op de voortgezette beroepsopleiding.

In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs maakt de in lid 1 bedoelde opdracht deel uit van de controle op de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, zoals bepaald in de artikelen 6.2.5-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en 24, § 2 bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige onderwijsbepalingen.

De regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de in lid 1 bedoelde opdrachten worden uitgevoerd, waarbij er inzonderheid op wordt toegezien dat het recht om het standpunt van de betrokkenen naar voren te brengen, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde opdrachten worden uitgevoerd op verzoek van de regering of van de ambtenaar-generaal belast met de algemene directie voor het leerplichtonderwijs of de ambtenaar-generaal belast met de algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel.

Voorafgaand aan elke opdracht als bedoeld in lid 1 bepaalt de Intermediaire Coördinatie-eenheid, in voorkomend geval uitgebreid met de ambtenaar-generaal die belast is met de Algemene directie Leerplichtonderwijs, de reikwijdte en de perken van het mandaat dat met het oog op de opdracht aan de Algemene inspectiedienst wordt toevertrouwd.

De coördinerend inspecteur-generaal bepaalt in overleg met de Intermediaire Coördinatie-eenheid de specifieke systematiek en methodologie op basis waarvan de opdracht wordt uitgevoerd.

Elke specifieke controleopdracht als bedoeld in lid 1 geeft binnen vijftien werkdagen na afloop aanleiding tot het opstellen van een gedetailleerd verslag, waarvan het model door de regering, op voorstel van de coördinerend inspecteur-generaal, wordt vastgesteld.

Dit verslag, dat informatie en aanbevelingen bevat met betrekking tot de bevindingen van deze opdracht, wordt via de hiërarchische weg naar de door de regering aangestelde ambtenaar-generaal en naar de betrokken inrichtende macht gestuurd.

Indien een inrichtende macht niet voornemens is gevolg te geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst in het kader van de uitvoering van een in lid 1 bedoelde opdracht is opgesteld, moet zij deze beslissing binnen een maand na de datum van ontvangst van het verslag via de verantwoordelijke ambtenaar-generaal van de Algemene directie voor de Sturing van het onderwijsstelsel met redenen omkleeden tegenover de in lid 7 bedoelde ambtenaar-generaal.

§ 4 De inspectiediensten bedoeld in paragraaf 1 zijn, elk voor zich of in onderlinge samenwerking, belast met de evaluatie van de pedagogische of professionele geschiktheid van een lid van het multidisciplinaire team of de betrokken ambtsprofielen en opdrachtomschrijvingen.

De regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de in lid 1 bedoelde opdrachten worden uitgevoerd, waarbij er inzonderheid op wordt toegezien dat het recht om het standpunt van de betrokkenen naar voren te brengen, wordt gewaarborgd.

De opdrachten bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd op met redenen omkleed verzoek van de inrichtende macht in het geval van gesubsidieerde territoriale clusters en op verzoek van de directeur van de zetelschool in het geval van territoriale clusters georganiseerd door de Franse Gemeenschap, gericht aan de ambtenaar-generaal bevoegd voor de Algemene directie voor de Sturing van het onderwijsstelsel.

Na analyse van de aanvraag bedoeld in lid 3, stemt de ambtenaar-generaal van de Algemene Directie van het Onderwijsstelsel al dan niet in met de uitvoering van de opdracht en deelt hij zijn beslissing mee aan de directeur van het onderwijs in het geval van onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of aan de betrokken inrichtende macht in het geval van gesubsidieerd onderwijs.

Over elke in lid 1 bedoelde opdracht wordt binnen vijftien werkdagen na afloop ervan op voorstel van de coördinerend inspecteur-generaal een gedetailleerd verslag opgesteld, waarvan het model door de regering wordt vastgesteld.

Dit verslag, dat inzonderheid informatie en aanbevelingen bevat met betrekking tot de vaststellingen van deze opdracht, wordt via de hiërarchische weg overgemaakt aan de door de regering aangestelde ambtenaar-generaal, die het overmaakt aan de directeur van de zetelschool en aan de coördinator van het territoriale cluster georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of aan de inrichtende macht van het betrokken territoriaal cluster.

Deze laatste legt het ter goedkeuring voor aan het personeelslid, dat er eventueel opmerkingen aan kan toevoegen.

Het verslag wordt dan, samen met eventuele opmerkingen van het personeelslid, naar de coördinerend inspecteur-generaal gestuurd, via de ambtenaar-generaal die door de regering is aangesteld.

De inrichtende macht van het territoriale cluster of haar afgevaardigde die niet van plan is gevolg te geven aan een ongunstig verslag opgesteld door de Algemene Inspectiedienst in uitvoering van een opdracht bedoeld in lid 1, motiveert deze beslissing binnen een maand na de datum van ontvangst van het genoemde verslag via de ambtenaar-generaal die belast is met de Algemene directie Sturing van het Onderwijsstelsel aan de in lid 5 bedoelde ambtenaar-generaal.

§ 5 De in paragraaf 1 bedoelde inspectiediensten worden belast met deskundigenopdrachten om ondersteunende doeleinden in het kader van:

1° het ontwerpen en ter beschikking stellen van observatie-instrumenten voor de clusters;

2° het verzamelen en bevorderen van praktijken die relevant zijn voor de opdrachten van de clusters, in overeenstemming met artikel 8.

§ 6 De inspectiediensten bedoeld in paragraaf 1 zijn belast met:

1° het op eigen initiatief of op verzoek van de regering adviezen uitbrengen en voorstellen doen over alle aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren;

2° om krachtens wetten, decreten en reglementen deel te nemen aan werkgroepen, commissies en raden;

3° het samenwerken met de instellingen van hoger onderwijs die belast zijn met de initiële lerarenopleiding in het kader en volgens de voorwaarden bepaald door de regering;

4° het uitvoeren van alle andere opdrachten die hun worden toevertrouwd door of krachtens wetten, decreten en reglementen.

§ 7 Naargelang de behoeften worden de in dit artikel bedoelde opdrachten uitgevoerd door een of meer leden van de Algemene Inspectiedienst.

Deze opdrachten worden op complementaire wijze uitgevoerd, met dien verstande dat een auditopdracht binnen een cluster nooit tegelijkertijd wordt uitgevoerd met een evaluatieopdracht, een specifieke controleopdracht, een opdracht in verband met de evaluatie van de pedagogische of professionele bekwaamheid van een lid van het multidisciplinaire team of een onderzoeksopdracht.

Met inachtneming van hun eigen methodologie en doelstellingen en van het mandaat op basis waarvan zij worden uitgevoerd, hebben de leden van de Algemene Inspectiedienst voor de in de paragrafen 1, 2, 3 en 4 bedoelde opdrachten toegang tot de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens van het cluster. Zij kunnen hun oordeel baseren op feiten die zij inzonderheid door bestudering van de dossiers en analyse van voornoemde gegevens hebben verkregen.”.

Art. 57. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 7/1 van hetzelfde decreet:

1° in het eerste lid van paragraaf 1 worden de woorden “of territoriaal cluster of territoriale clusters” ingevoegd tussen de woorden “PMS-centrum of centra” en “of binnen het systeem voor afstandsonderwijs via e-learning van de Franse Gemeenschap”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “artikel 4, paragraaf 3, artikel 5, paragrafen 4 en 5, artikel 6, paragraaf 2, en artikel 7, paragraaf 3” vervangen door “artikel 4, paragraaf 3, artikel 4/1, paragraaf 3, artikel 5, paragrafen 4 en 5, artikel 6, paragraaf 2, en artikel 7, paragraaf 3”.

Art. 58. Aan artikel 8 van hetzelfde decreet wordt een lid 3 toegevoegd, dat als volgt luidt:

“Inzonderheid onthoudt hij zich van het uitvaardigen van richtlijnen met betrekking tot de methodologie die wordt gebruikt om zijn opdrachten uit te voeren en respecteert hij de vrijheid van de inrichtende macht om haar werktijden te organiseren in overeenstemming met de wettelijke en reglementaire vereisten.”.

Art. 59. In artikel 10, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 24 februari 2022, worden de woorden “of op een territoriaal cluster” ingevoegd tussen de woorden “op een onderwijsinrichting” en de woorden “niet mogen worden toevertrouwd”.

Art. 60. In artikel 13, § 1, 6°, van hetzelfde decreet worden de woorden “of een territoriaal cluster” ingevoegd tussen de woorden “een PMS-centrum” en de woorden “georganiseerd of gesubsidieerd”.

HOOFDSTUK 11 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs*

Art. 61. In artikel 1 van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs, gewijzigd bij het decreet van 24 februari 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “, territoriale clusters” ingevoegd tussen de woorden “PMS-centra” en de woorden “en internaten”;

2° in paragraaf 2, 11°, worden de woorden “, een territoriaal cluster” ingevoegd tussen de woorden “van een school” en de woorden “of een centrum”;

3° de volgende nummers 19° tot en met 28° worden toegevoegd aan paragraaf 2:

19° Territoriaal cluster: het territoriale cluster zoals gedefinieerd in artikel 1.3.1-1, 45°/2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

20° Bijlage met betrekking tot het territoriale cluster: de bijlage bij het sturingsplan bedoeld in artikel 6.2.4-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

21° Samenwerkingsovereenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 6.2.2-6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

22° Partnerschapsovereenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 6.2.2-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

23° Specifieke partnerschapsovereenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 6.2.2-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

24° zetelschool: de zetelschool zoals bedoeld in artikel 6.2.1-1, 5°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

25° Partnerschool: de partnerschool zoals gedefinieerd in artikel 6.2.1-1, 4°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

26° Specifieke partnerschool: de school voor gespecialiseerd onderwijs waarvan de inrichtende macht een specifieke partnerschapsovereenkomst heeft gesloten met de inrichtende macht van het territoriale cluster overeenkomstig artikel 6.2.2-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

27° Samenwerkende school: de samenwerkende school zoals bepaald in artikel 6.2.1-1, 3°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

28° rechtsgebied: het rechtsgebied, zoals bepaald in artikel 6.2.1-1, 7°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.”.

Art. 62. In artikel 4, paragraaf vier, van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid aangevuld met een punt 4° dat als volgt luidt:

“4° toegang tot samenwerkingsovereenkomsten, partnerschapsovereenkomsten en specifieke partnerschapsovereenkomsten, tot de documenten waarin de rechtsgebieden zijn vastgelegd en tot de wijzigingen die daarop betrekking hebben.”.

Art. 63. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk V vervangen door hetgeen volgt:

“De overdracht van digitale gegevens door scholen, territoriale clusters en PMS-centra aan de diensten van de regering”.

Art. 64. In hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 10/1 ingevoegd:

“Artikel 10/1. - § 1. De geanonimiseerde of persoonsgegevens of categorieën van gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen, worden door de territoriale clusters aan de regeringsdiensten meegedeeld door middel van de digitale ruimte bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, voor zover een digitale tool/toepassing beschikbaar is.”.

§ 2 De regering bepaalt bij besluit de lijst van gegevens of categorieën van gegevens bedoeld in paragraaf 1 die de territoriale clusters aan de diensten van de regering moeten overmaken met het oog op de berekening van het kader en de financiering, de monitoring en de sturing van de territoriale clusters.

§ 3 De in paragraaf 1 bedoelde gegevens worden meegedeeld aan de diensten van de regering volgens de procedures en termijnen die door de regering zijn vastgelegd.

§ 4 De verzamelde gegevens worden verwerkt door de regeringsdiensten, die ze verzamelen en valideren met het oog op de berekening van het kader en de financiering, monitoring en sturing van de territoriale clusters.

Art. 65. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk VI vervangen door hetgeen volgt
"De overdracht van digitale gegevens door regeringsdiensten aan scholen en territoriale clusters".

Art. 66. In hetzelfde decreet wordt een artikel 11/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 11/1. - 1. Geanonimiseerde of persoonsgegevens of categorieën van gegevens die vereist zijn voor de uitvoering van wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen worden door de regeringsdiensten aan de territoriale clusters doorgegeven door middel van de digitale ruimte bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, voor zover een digitale dienst beschikbaar is.

De regering bepaalt bij besluit de lijst van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens of categorieën van gegevens die door de regeringsdiensten aan de territoriale clusters moeten worden verstrekt.

§ 2 De regeringsdiensten verwerken de gegevens die nodig zijn voor de sturing van de territoriale clusters in de vorm van statistische gegevens en sturen ze naar elk territoriaal cluster en zijn inrichtende macht.

De lijst van gegevens wordt bepaald door de regering en omvat, met het oog op de sturing van de territoriale clusters:

1. geanonimiseerde gegevens over leerlingen, hun kenmerken en hun schoolloopbaan;
2. geanonimiseerde personeelsgegevens;
3. alle andere nuttige informatie.

De statistische gegevens worden geïntegreerd in de digitale dienst met betrekking tot het stuurplan/de doelstellingsovereenkomst, die toegankelijk zijn via de digitale ruimte bedoeld in artikel 4, § 1, 1°.

§ 3 De statistische gegevens worden naar het territoriale cluster gestuurd, uitsluitend ter attentie van de inrichtende macht van het territoriale cluster en de directeur van de zetelschool, die ze kunnen doorgeven aan de leden van het multidisciplinaire team van het territoriale cluster.

Deze informatie is onderworpen aan het principe van vertrouwelijkheid en mag in geen geval worden gebruikt om promotionele doeleinden.

Art. 67. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk X vervangen door hetgeen volgt:

"Het doorgeven van geanonimiseerde gegevens over scholen en territoriale clusters door regeringsdiensten aan andere personen of instellingen".

Art. 68. In artikel 15, eerste paragraaf, van hetzelfde decreet worden de woorden "scholen of een geheel van georganiseerde scholen" vervangen door de woorden "scholen, een geheel van scholen of een geheel van georganiseerde territoriale clusters".

HOOFDSTUK 12 — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juni 2021 tot vaststelling van Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de titel betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra

Art. 69. In artikel 86 van het decreet van 17 juni 2021 tot vaststelling van Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de titel betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Scholen stellen vanaf 25 augustus 2025 hun opleidingsplan op overeenkomstig artikel 6.1.4-1. Het opstellen van het opleidingsplan door de school gebeurt gelijktijdig met het opstellen van haar sturingsplan en wordt daarin opgenomen overeenkomstig artikel 1.5.2-3, § 1, 5°." ;

2° in lid 2 worden de woorden "1 september 2023" vervangen door de woorden "25 augustus 2025";

3° artikel 86 wordt aangevuld met een lid 3, dat als volgt luidt:

"Voor het eerst stellen de territoriale clusters hun opleidingsplan op overeenkomstig artikel 6.1.4-1 op hetzelfde moment dat de zetelschool haar opleidingsplan opstelt overeenkomstig lid 1."

Art. 70. In artikel 88, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "2029-2030" telkens vervangen door de woorden "2028-2029".

Art. 71. In hetzelfde decreet wordt een artikel 88/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 88/1. § 1. Met het oog op toepassing vanaf het schooljaar 2024-2025 stellen het "Institut de la Formation professionnelle continue" voor de opleidingen op netoverschrijdend niveau en "Wallonie Bruxelles Enseignement" en elke Federatie van inrichtende machten voor de opleidingen op netniveau de algemene programma's en jaarprogramma's op voor de opleidingen bedoeld in artikel 6.1.3-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs van toepassing op alle territoriale clusters bedoeld in artikel 6.1-3-6, eerste lid, 3° van hetzelfde Wetboek.

De algemene leerplannen worden vastgesteld voor het schooljaar 2023-2024 in overeenstemming met artikel 6.1.5-9 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs. In afwijking van deze bepaling gelden deze algemene leerplannen voor een periode van vijf jaar, dat overeenkomt met de schooljaren 2024-2025 tot 2028-2029.

De jaarprogramma's zijn vastgesteld gedurende het schooljaar 2023-2024 in overeenstemming met artikel 6.1.5-10 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

§ 2 Tijdens het schooljaar 2023-2024 kunnen het "Institut de la Formation professionnelle" verder voor opleidingen op netoverschrijdend niveau en "Wallonie Bruxelles Enseignement" en elke Federatie van inrichtende machten voor het netniveau toegang verlenen tot de opleidingen bedoeld in artikel 6.1.3-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs aan de leden van de multidisciplinaire teams van de territoriale clusters."

HOOFDSTUK 13 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juni 2021 tot oprichting van de territoriale clusters die belast zijn met de ondersteuning van scholen voor gewoon onderwijs bij de implementatie van redelijke aanpassingen en permanente volledige integratie*

Art. 72. In artikel 65 van het decreet van 17 juni 2021 tot oprichting van de territoriale clusters belast met de ondersteuning van de scholen voor gewoon onderwijs bij de implementatie van redelijke aanpassingen en permanente volledige integratie, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2022, wordt paragraaf 3 vervangen door hetgeen volgt:

“Voor de toepassing van paragraaf 1, lid 2, 1°, wordt het totaal aantal punten als volgt berekend:

Betrokken schooljaar	Formule voor de berekening van het totale aantal punten voor de toepassing van paragraaf 1, lid 2, 1°.
Schooljaar 2022-2023	$N_{tr22-23} = [N / 100] \times 30$
Schooljaar 2023-2024	$N_{tr23-24} = [N / 100] \times 45$
Schooljaar 2024-2025	$N_{tr24-25} = [N / 100] \times 60$
Schooljaar 2025-2026	$N_{tr25-26} = [N / 100] \times 75$

In deze formule:
verwijst “N_{trxx-xx}” naar het aantal punten dat moet worden verdeeld over de territoriale clusters voor elk van de betrokken schooljaren;
verwijst “N” naar het totale aantal punten in artikel 6.2.5-3, § 1, lid 1.”.

Art. 73. In hetzelfde decreet wordt een artikel 67/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Artikel 67/1. In afwijking van artikel 6.2.2-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs kan tijdens het schooljaar 2023-2024 op basis van een unaniem akkoord van de verschillende inrichtende machten een wijziging bij aanhangsel van de partnerschapsovereenkomst of het partnerschapsrechtsgebied worden gesloten. Deze wijziging heeft enkel betrekking op de opname van een nieuwe partnerschool voor gespecialiseerd onderwijs. De wijziging(en) mag (mogen) echter niet leiden tot de terugtrekking van een partnerschool voor gespecialiseerd onderwijs”.

Art. 74. In artikel 70, § 2, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “met ingang van 28 augustus 2023” vervangen door de woorden “met ingang van 2 oktober 2023”;

2° in lid 2 worden de woorden “uiterlijk op 31 januari 2024” vervangen door de woorden “uiterlijk op 29 februari 2024”;

3° in lid 4 worden de woorden “15 kalenderdagen” vervangen door de woorden “35 kalenderdagen”;

4° in lid 8 worden de woorden “20 dagen” vervangen door de woorden “40 dagen”.

Art. 75. In hetzelfde decreet wordt een artikel 70/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Art. 70/1. In afwijking van artikel 6.2.4-1 wordt de tussentijdse evaluatie van de bijlage met betrekking tot het territoriale cluster uitgevoerd wanneer de doelstellingenovereenkomst van de school waarin het territoriale cluster is gevestigd, is afgesloten na 29 augustus 2022.”.

HOOFDSTUK 14 — *Slotbepalingen*

Art. 76. Artikel 38 treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 16 maart 2023 houdende oprichting van een centraal overlegcomité voor “Wallonie Bruxelles Enseignement”.

Art. 77. Artikel 39 en alle bepalingen bedoeld in hoofdstuk 7 hebben uitwerking met ingang van 29 augustus 2022.

Art. 78. Onverminderd de artikelen 76 en 77 treedt dit decreet in werking op 28 augustus 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2023.

De Ministerpresident, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op “Wallonie-
Bruxelles Enseignement”,
F. DAERDEN

De Vicepresident en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de
Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX

De minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement.

- Ontwerpdecreet, nr. 566-1.

- Commissieverslag, n° 566-2

- Tekst aangenomen tijdens de Commissie, n° 566-3

- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, n° 566-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2023.